

TRAIT D'UNION

RAPPORT SYNTHÈSE DES CONSULTATIONS :
Besoins des PME du Québec face à l'accélération
de la transition et pertinence d'établir des carrefours
d'économie sobre en carbone au Québec

7 décembre 2021

Table des matières

Préface	3
Sommaire exécutif.	5
Introduction	7
Survol du processus de consultation	8
Perspective globale et constats communs à toutes les tables rondes	10
Constats et coups de cœur spécifiques	17
Montréal	17
Montréal	18
Outaouais	19
Saguenay-Lac-Saint-Jean	20
Provincial	21
Conclusion	23
À propos de nous : Québec Net Positif et Économie verte Canada	26
Bibliographie	27
Annexe-1 : Liste des participants à chacune des tables rondes	
Annexe-2 : Cartographie de l'écosystème de l'économie sobre en carbone au Québec	

Ces consultations ont été rendues possibles grâce à l'appui de :

Partenaires



Collaborateur



Ce rapport a été réalisé par Québec Net Positif.

Pour citer ce rapport :

Québec Net Positif (2021). TRAIT D'UNION - RAPPORT SYNTHÈSE DES CONSULTATIONS : Besoins des PME du Québec face à l'accélération de la transition et pertinence d'établir des carrefours d'économie sobre en carbone au Québec, rapport réalisé par Anne-Josée Laquerre avec la collaboration de Rachel Lefrançois. Québec Net Positif.

Dans ce rapport, le masculin est utilisé dans le simple but d'alléger le texte.

Veuillez signaler toute erreur ou omission à : info@quebecnetpositif.ca.

Nous tenons à remercier les agents du Fonds Écoleader, l'équipe du FAQDD et toutes les personnes qui ont contribué aux efforts de mobilisation des parties prenantes ou joué un rôle de facilitation et prise de notes lors des tables rondes, notamment (par ordre alphabétique) : Amélie Arès, Catherine Dufour-Rannou, Charles Thibodeau, Jean-Jacques Drieux, Jessy Fournier, Nicolas Gagnon, Nicolas Girard, Félix Garcès, Frédéric Girard, Catherine Houde, Philippe Lanthier, Maryse Lemay, Jean Martel, Yvan Martin, Julie Perron, Alexandra Robidas, Amélie Saint-Laurent Samuel, et Rosalie Vendette.

Préface

Trait d'union

Nous avons l'audace d'imaginer un Québec « net positif », qui, à l'horizon 2050, rendra plus de services à la planète que ce dont sa population et ses entreprises auront besoin pour vivre et opérer.

Pour réaliser cette vision audacieuse, nous sommes engagés à faire émerger de nouvelles alliances, parfois temporaires et complexes, qui peuvent faire en sorte que certains anciens modèles se brisent et permettent à l'économie sobre en carbone et « nette positive » de s'établir et prospérer. C'est dans ce contexte que nous avons fait équipe avec Économie verte Canada pour réaliser les consultations qui font l'objet de ce rapport.

La transition en cours requiert un engagement à la fois individuel et collectif. Au Canada, de nombreux acteurs se donnent la main pour accélérer la transition de l'économie vers un avenir sobre en carbone. Le Québec est un maillon essentiel du succès de cette transition à l'échelle nationale et en excellente position pour tirer avantage de celle-ci. Entre autres, le Québec est l'une des seules juridictions au monde qui produit déjà de l'électricité tout près de 100% renouvelable. Cet atout exceptionnel peut servir de pierre d'assise pour stimuler les entreprises d'ici à affirmer un leadership à la fois économique et environnemental. C'est aussi une caractéristique unique qui influence les trajectoires de transition les plus plausibles pour les secteurs économiques et les régions du Québec, sur lesquelles les entreprises pourront s'aligner.

« Chaque nouvelle rencontre est l'occasion de mieux comprendre diverses perspectives et de franchir, ensemble, un pas de plus vers la transition. »

Aucune entreprise ne peut à elle seule changer les paradigmes existants d'une industrie, encore moins de toute une économie. La réussite de l'importante transition en cours repose sur la reconnaissance de l'interdépendance des acteurs publics et privés, la mutualisation des ressources et l'optimisation des synergies dans un esprit de collaboration et de « coopération », la coopération entre compétiteurs, pour le bien de tous. Plus que jamais, les leaders et entrepreneurs d'ici ont tout avantage à intégrer l'action climatique à leur stratégie d'affaires et être à l'affût des bénéfices potentiels de prendre part à des actions collectives, au Québec et au-delà de nos frontières.

Face aux enjeux d'équité et des changements climatiques, les juridictions qui s'en sortiront le mieux seront celles où les grandes entreprises et tous les acteurs de l'écosystème d'affaires créeront un climat propice à la transition des PME. Celles où une mosaïque d'intervenants aux parcours variés et aux compétences diverses se donneront la main dans une atmosphère inclusive au sein de laquelle toutes les différences seront les bienvenues.

Devant l'ampleur de la mobilisation pour une relance verte, nous avons tout avantage à ce que les PME soient mieux outillées pour y contribuer. De nombreuses PME innovantes agissent déjà comme des vecteurs d'accélération de la transition, mais personne ne doit être laissé pour compte. Il est crucial que la communauté d'affaires se donne la main pour créer un climat propice à la transition de toutes les PME du Québec.

Ces consultations ont mis en lumière ce rôle vital qui peut être joué par des intermédiaires, qui feront office de « traits d'union », pour aider les entreprises à prospérer dans un monde en transition et bâtir ensemble une économie sobre en carbone, plus équitable, résiliente, prospère et durable. Chaque nouvelle rencontre est l'occasion de mieux comprendre diverses perspectives et de franchir, ensemble, un pas de plus vers la transition.

Anne-Josée Laquerre
Directrice générale et co-initiatrice

QUÉBEC NET POSITIF 

Préface

Trait d'union

L'heure est venue de bâtir une communauté d'affaires « naturellement » meilleure. De la crise climatique aux vastes inégalités sociales, nous savons bien que le statu quo ne fonctionne pas. Ensemble, nous pouvons changer les choses.

Partout au Canada, dans toutes les entreprises, dans toutes les organisations, nous devons nous atteler à la tâche pour saisir ce moment. Il s'agit de repenser à ce que nous faisons, comment nous le faisons et de travailler ensemble afin que de nouvelles façons de faire émergent et deviennent réalité.

Green Economy Canada voit ce qui est possible; notre mission consiste à accélérer la transition des entreprises vers un avenir net zéro dynamique et inclusif. Partout au Canada, nous aidons des collectivités à mettre en place des « Carrefours d'économie sobre en carbone » (Green Economy Hubs). S'appuyant sur une approche locale, collaborative et axée sur les résultats, ces carrefours soutiennent des entreprises de tous les secteurs et de toutes tailles dans leurs efforts pour réduire leur empreinte carbone. Nous assurons la diffusion et le rayonnement d'histoires de réussite d'entreprises afin d'en inspirer d'autres à emboîter le pas, tout en travaillant avec les décideurs pour promouvoir les politiques et programmes d'investissements ayant un impact sur la collectivité.

Nos partenariats à travers le pays ont révélé que, malgré les spécificités de chaque région ou communauté, nous partageons de nombreux points communs et sommes résolument interdépendants. À tous les niveaux de gouvernement, des politiques ont un impact important sur les progrès des entreprises en matière de développement durable. Les décideurs politiques veulent, et doivent, mieux comprendre les réalités des entreprises pour concevoir des politiques et des programmes plus efficaces. Les mesures de soutien au développement durable des entreprises ne sont généralement pas bien coordonnées. Elles tendent aussi à cibler surtout les grandes entreprises ou l'industrie lourde, négligeant ainsi les PME qui restent faiblement soutenues au niveau de leurs actions climatiques. Ces efforts ont un impact considérable sur les chaînes d'approvisionnement des grandes organisations et celles-ci doivent développer des stratégies de développement durable plus intégrées. Par ailleurs, une opportunité demeure inexploitée, celle de promouvoir l'apprentissage et la collaboration entre les entreprises de divers secteurs et de différentes tailles pour maximiser l'action collective et s'assurer que personne n'est laissé pour compte.

Il ne fait aucun doute que notre capacité à faire face au changement climatique de manière décisive et globale, tout en tirant pleinement partie d'une transition vers une économie sobre en carbone, constitue un défi, une opportunité et une responsabilité à partager. La tâche est complexe et exige une approche écosystémique cohérente. En ce sens, nous nous sommes engagés avec Québec Net Positif à convier des intervenants clés de la province afin de déterminer ce qu'il reste à faire pour accélérer cette transition au Québec. Nous voulions également évaluer si le modèle des carrefours préconisé par Green Economy Canada et implanté dans d'autres régions canadiennes pouvait mobiliser davantage d'actions au niveau local.

La trajectoire vers un avenir sobre en carbone commence par l'écoute et la compréhension de ce qui peut être fait autrement. Il s'agit de fournir des conseils, des outils et des occasions de réseautage et de maillage aux

entreprises pour les aider à réussir. Elle s'accélère lorsque les entreprises, les organismes sans but lucratif et les gouvernements unissent leurs forces pour faire plus ensemble que chacun de leur côté. Le Canada ne pourra pas réaliser ses engagements net zéro sans le Québec, et l'habileté du Québec à réaliser ses propres objectifs climatiques et à bénéficier de tous les avantages économiques d'une transition vers une économie sobre en carbone sera influencée par les politiques et les actions mises de l'avant dans le reste du Canada.

Ce rapport contient des informations qui peuvent renforcer les liens entre les initiatives vertes déjà en œuvre au Québec et celles qui ont cours dans le reste du Canada. Nous espérons qu'il servira de tremplin pour catalyser d'autres innovations et actions qui nous mèneront vers un avenir net zéro dynamique et inclusif.

Priyanka Lloyd
Directrice générale

« Nos partenariats à travers le pays ont révélé que, malgré les spécificités de chaque région, nous partageons de nombreux points communs et sommes résolument interdépendants. »



Sommaire exécutif

À l'aube d'une relance économique post-pandémie et en cette première année d'une nouvelle décennie qui s'annonce marquée par la transition vers une économie sobre en carbone à l'échelle mondiale (la **transition**), Québec Net Positif et Économie verte Canada ont fait équipe pour réaliser des consultations ayant pour but d'explorer les besoins des PME et évaluer la pertinence d'établir des carrefours d'économie sobre en carbone au Québec (les **carrefours**).

Du 14 au 29 septembre 2021, plus de 140 personnes¹ ont pris part à cinq tables rondes virtuelles, dont l'une a regroupé des intervenants au niveau provincial et les quatre autres au niveau régional : Montérégie, Montréal, Outaouais et Saguenay-Lac-Saint-Jean. Les tables rondes ont rassemblé des personnes en mesure de partager une perspective pertinente sur les besoins des PME du Québec aujourd'hui et sur un horizon à moyen et long terme, dans la perspective de l'accélération de la transition. Les tables rondes ont été complétées par des entrevues et questionnaires individuels.

Ce rapport présente une synthèse des principaux constats, appuyés de récentes données statistiques, lorsque disponibles. En complément, les besoins à combler et des pistes d'action potentielles ont été identifiés.

Principaux constats

- **Les PME ne se préparent pas activement à faire face à l'accélération de la transition vers une économie sobre en carbone** – Très peu ont réalisé un inventaire de leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) et connaissent leurs sources d'émissions significatives. La très grande majorité d'entre-elles ne sont pas outillées pour évaluer leurs risques climatiques et se saisir des nouvelles occasions d'affaires qui émergent.
- **Le manque de connaissances et d'outils adaptés à leur contexte, la pénurie de main d'œuvre, le contexte de la relance post-pandémie et l'absence de contraintes réglementaires sont les principaux freins à l'action climatique des PME** – Les PME et les intervenants économiques qui les accompagnent manquent de connaissances et d'outils exploitables pour assurer la mise en œuvre d'actions climatiques et intégrer les enjeux en lien avec la transition dans leur stratégie et leurs décisions d'affaires. La pression engendrée par la pénurie de main d'œuvre combinée à l'absence de contraintes réglementaires font en sorte que les PME opèrent dans un environnement qui n'incite pas le passage à l'action.
- **Les cibles gouvernementales établies sur un horizon à long terme (2030-2050) sont difficiles à traduire en objectifs à court terme, à l'échelle d'une PME** – Les PME n'établissent généralement pas de cibles de réductions. Elles ne savent pas si les chaînes de valeur dont elles font partie sont alignées sur une trajectoire de transition compatible avec un réchauffement climatique bien en-deçà de 2°C, ni quelles actions mettre en œuvre pour ce faire.

- **L'écosystème d'affaires est caractérisé par de nombreuses dualités et d'occasions de renforcer les synergies et la cohésion, notamment pour mieux faire face collectivement à la transition qui s'accélère** – L'offre de services actuelle s'adresse principalement aux grandes entreprises et est la résultante de nombreuses années d'engagement de la part d'un grand nombre d'organismes, d'experts et de consultants qui opèrent de façon plus ou moins indépendante les uns des autres, avec chacun leur vocabulaire et leurs critères. Même si les leaders intéressés ne manquent pas, en théorie, de portes auxquelles cogner, il s'avère complexe pour eux d'accéder à des ressources adaptées aux besoins des PME, au moment opportun.

Besoins à combler

Dans son récent rapport *Ça passe ou ça casse*, l'Institut canadien pour des choix climatique souligne que « la préparation à la transition vers une économie mondiale sobre en carbone déterminera si les entreprises s'en tirent ou non » (Samson et al., 2021). Dans ce contexte et face aux constats ci-dessus, les consultations nous ont permis d'identifier des besoins tangibles, directement en lien avec l'accélération exponentielle de la transition qui est en voie d'affecter les entreprises de toutes tailles, au sein de tous les secteurs économiques incluant le tourisme, l'agro/agri, le secteur manufacturier, les commerces de gros et de proximité, la finance, etc.

Notamment, davantage de ressources devraient être déployées pour jouer un rôle vital de « trait d'union » à trois niveaux :

- **« Trait d'union » entre le modèle économique « actuel » et la « nouvelle économie sobre en carbone »** – Au sein des PME et de l'écosystème d'affaires en général, le niveau de connaissances au sujet de l'urgence d'agir, des risques climatiques/carbone et des occasions d'affaires potentielles à saisir demeure limité. Il est essentiel de pallier ce manque d'information afin de permettre aux leaders d'anticiper les enjeux, imaginer les trajectoires de transition plausibles pour leur entreprise, leur secteur d'affaires et leur région et initier/accélérer la mise en œuvre de la transition sur une base à la fois individuelle et collective. Il est essentiel de mieux financer les start-ups qui créent de nouveaux modèles d'affaires, produits et procédés alignés avec un avenir sobre en carbone. De plus, un soutien additionnel doit être offert pour identifier les produits, procédés et services écoresponsables qui présentent un avantage carbone par rapport à leurs concurrents et d'en favoriser la distribution sur les marchés locaux ainsi que l'accès aux marchés dans le reste du Canada et à l'international, pour ceux qui offrent un fort potentiel d'exportation.
- **« Trait d'union » entre les PME et les ressources offertes au sein de leur écosystème d'affaires** – La mise en place de ressources expertes qui seraient d'une part à l'écoute des besoins et de la réalité des PME et d'autres part en mesure de faire le pont avec les ressources existantes contribuerait à accélérer la mise en œuvre d'action climatiques au sein des entreprises. Les agents du Fonds Écoleader jouent en partie ce rôle mais le nombre de PME à soutenir pendant la transition excède de beaucoup la capacité actuelle du réseau.

¹ Annexe-1 : Liste des participants à chacune des tables

- **« Trait d’union » entre les acteurs engagés dans le développement économique et l’expertise au sujet de la transition** : Les nouvelles connaissances au sujet des trajectoires de transition plausibles pour l’économie mondiale, canadienne et québécoise, ainsi que les meilleures pratiques à mettre en œuvre au sein des entreprises pour réussir leur transition, sont en constante évolution. L’un des rôles importants à combler consisterait à identifier et partager les informations et outils les plus utiles en fonction du rôle de chacun, de leur secteur et de leur région géographique. En s’assurant de toujours mieux outiller les intervenants qui accompagnent les PME au quotidien, celles-ci bénéficieront d’un appui significatif pour faire face aux défis et se préparer à saisir les occasions d’affaires qui se présenteront.

Principales pistes d’action

- **Sensibiliser, mobiliser et outiller les PME et leurs accompagnateurs** – Les efforts de sensibilisation et de mobilisation des leaders de PME et de ceux qui les accompagnent doivent se poursuivre.
- **Mutualiser les ressources pour rendre l’expertise accessible aux PME** – Dans le contexte de la pénurie de la main d’œuvre et des moyens limités au sein de chaque entreprise, la mutualisation des ressources est une avenue prometteuse pour permettre à un grand nombre de PME de réaliser leurs inventaires des GES (initial et récurrents), se doter d’un plan d’action et le mettre en œuvre, notamment dans les régions moins bien desservies par des experts, et ce, à un coût abordable.
- **Favoriser l’accès aux données et à des outils adaptés et exploitables par les PME** – L’accès aux données comparatives de son secteur et de sa région constituerait un atout pour les PME engagées sur une trajectoire de transition. En complément, l’identification et le développement de meilleures pratiques et d’outils exploitables doivent être valorisés afin que l’accompagnement offert mène à la mise en œuvre d’actions climatiques générant un maximum de co-bénéfices pour la PME, sa chaîne de valeur et ses parties prenantes.
- **Rassembler l’offre de services dans une approche simplifiée, présentée d’une façon plus unifiée de la perspective des entreprises** – Les efforts du réseau des agents du Fonds Écoleader et de quelques organisations qui assument un rôle de leadership au niveau régional pour identifier les services offerts doivent être poursuivis pour faciliter l’accès aux ressources les plus utiles, au moment opportun.
- **Établir des cibles intermédiaires et des trajectoires de transition plausibles** – L’action climatique des entreprises sur une base individuelle et collective serait stimulée par l’établissement et la communication de cibles intermédiaires à plus court terme, aux niveaux sectoriels et régional. La mobilisation des parties prenantes autour de l’identification de trajectoires de transition plausibles permettrait d’alimenter la réflexion tout aidant chaque entreprise à mieux saisir les risques et les occasions d’affaires qui se dessinent dans les secteurs et les régions où elle opère.
- **Soutenir l’innovation durable, les « start-ups » et le positionnement de produits avec un avantage carbone sur les marchés locaux, nationaux et internationaux** – Les initiatives d’innovation durable et les « start-ups » doivent bénéficier d’un soutien accru pour faire émerger les nouvelles solutions adaptées à l’économie de l’avenir. Les produits et procédés qui présentent un avantage carbone doivent être

privilegiés sur nos marchés locaux et soutenus pour leur exportation vers le reste du Canada et à l’international. Chaque nouveau client pour des produits « verts » québécois, incluant le gouvernement, devient une vitrine qui pourra attirer d’autres acheteurs, investisseurs et même du talent pour venir tirer avantage de l’expertise québécoise dans ce domaine de plus en plus convoité.

- **Accroître le soutien financier à la mission des associations et organismes** – Plutôt que de les cantonner dans une approche de financement orientée vers la réalisation de projets ponctuels à court terme, il serait utile de revenir à un mode de financement des organismes en fonction de leur raison d’être et de leur mission. Une saine « coopération » (coopération entre concurrents) offre un potentiel de générer des bénéfices mutuels et collectifs sur le long terme.
- **Refaire l’Enquête de l’IsQ sur les pratiques écoresponsables des entreprises sur une base régulière tout au long de la prochaine décennie de transition** – Les informations issues de l’enquête publiée en septembre 2021 permettent un premier étalonnage. Plutôt que de la maintenir dans son statut « ponctuel » actuel, ce serait utile de prévoir refaire cette enquête sur une base régulière, en y ajoutant des questions plus précises pour évaluer la proportion d’entreprises québécoises qui se placent sur une trajectoire de transition compatible avec un réchauffement climatique bien en-deçà de 2°C.
- **Explorer la pertinence d’établir des carrefours d’économie sobre en carbone, selon l’intérêt et les besoins locaux et régionaux** – Comme c’est le cas ailleurs au pays, les porteurs de projets seront des organisations actives au sein des communautés visées. Les régions propices se reconnaîtront par la volonté des entreprises de passer à l’action, l’accessibilité limitée à l’expertise requise sur le territoire donné ainsi que les objectifs de développement économique établis par les instances régionales. À cet effet, les principaux aspects inspirants pertinents pour les régions du Québec qui ont été relevés au sujet des carrefours sont les suivants :
 - **Service d’accompagnement en mode dédié/partagé avec une expertise ciblée sur l’action climatique et la transition** – La mise en commun d’une ressource mutualisée permet à plusieurs entreprises et PME d’une même région de partager les coûts ce qui leur donne accès à l’expertise pertinente à la transition à un coût abordable. Les experts des carrefours soutiennent les entreprises pour réaliser leurs inventaires des GES (initial et récurrents), établir des cibles de réduction fondées sur la science et mettre en œuvre des plans d’action qui visent l’atténuation des GES et l’offre de produits et services sobres en carbone.
 - **Mesures simplifiées et divulgation adaptée aux PME** – Les outils simplifiés de mesure et de reddition de compte des indicateurs extra-financiers favorise une divulgation publique des sources d’émissions significatives, des cibles, des progrès ainsi que le partage de données et l’étalonnage régional et sectoriel. Cette divulgation favorise aussi la collaboration avec les instances régionales et la mise en œuvre d’actions collectives.
 - **Célébrations, reconnaissances et partage d’exemples concrets** – Le volet des célébrations, des soirées et programmes de reconnaissance associés aux carrefours ainsi que le partage d’histoires de succès a suscité un intérêt marqué.

Survol du processus de consultation

Le processus de consultation a été établi en fonction de l'expérience de l'équipe d'**Économie verte Canada**, acquise lors de l'établissement des neuf carrefours déjà en opération au pays. Dans le contexte de la pandémie qui perdurait au moment de planifier les consultations et compte tenu des diverses régions visées, le format des tables rondes virtuelles interactives a été privilégié :

Les invitations étaient lancées par les agents du Fonds Écoleader de la région visée, en collaboration avec Québec Net Positif, qui a aussi assuré la mobilisation des parties prenantes pour la table ronde provinciale.

Pour simplifier l'identification des participants aux tables rondes, les parties prenantes ont été regroupées en quatre grandes catégories :

- **Entreprises** : PME et grandes entreprises
- **Instances régionales** : Municipalités, instances provinciales et fédérales, chambres de commerces et intervenants en développement économique
- **Fournisseurs de services et financement** : Services financiers, investisseurs, gaz, électricité
- **Accélérateurs de transition** : Organismes environnementaux, associations, consultants et experts-conseils, chercheurs et représentants des milieux académiques et d'autres acteurs pouvant potentiellement jouer un rôle actif en appui à la transition, au niveau régional et/ou provincial

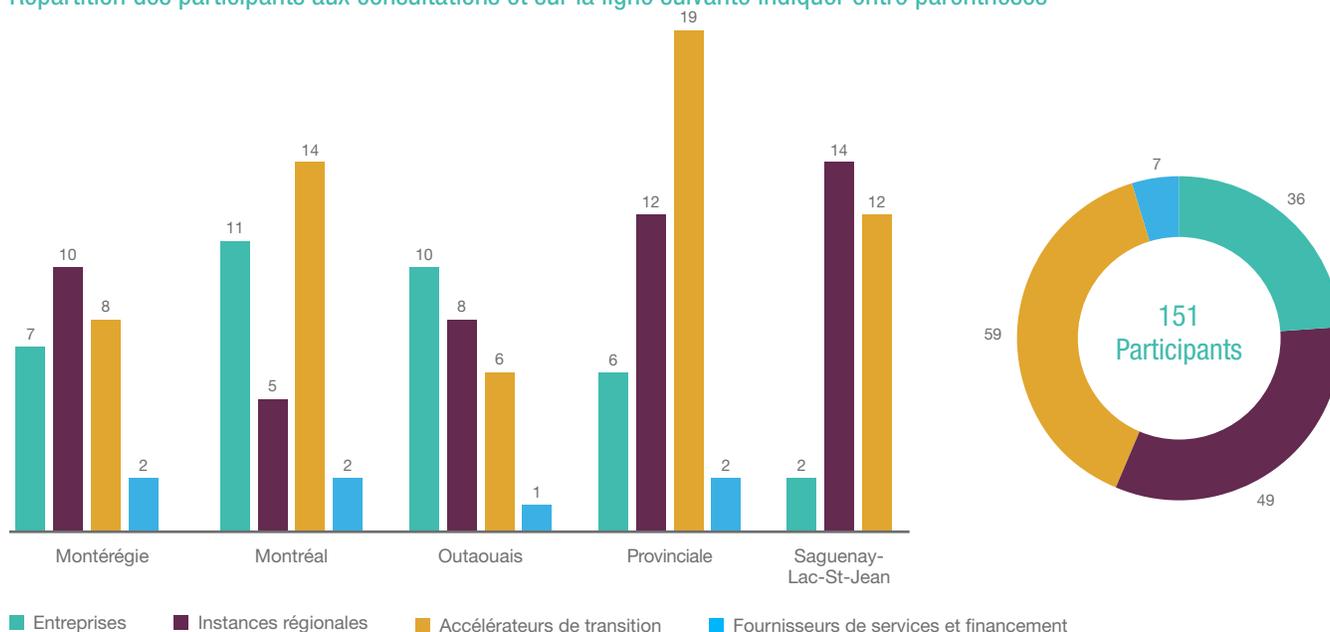
Chacune des tables a regroupé entre 27 et 42 participants – voir liste des participants à l'Annexe-1. Voir le graphique pour la répartition des participants.

Les régions ont été sélectionnées en fonction de l'intérêt et la disponibilité des agents du Fonds Écoleader à contribuer à la mobilisation des parties prenantes et du niveau d'intérêt de celles-ci à prendre part au processus de consultation.



Les tables rondes ont rassemblé des personnes en mesure de partager une perspective pertinente sur les besoins des PME du Québec aujourd'hui et sur un horizon à moyen et long terme, dans la perspective de l'accélération de la transition.

Répartition des participants aux consultations et sur la ligne suivante indiquer entre parenthèses



Perspective globale de la consultation - Nombre d'entreprises au Québec

	Nombre d'établissements	Primaire (%)	Secondaire (%)		Tertiaire (%)
			Fabrication	Construction	
Montérégie	44 240	5,8	5,7	15,8	72,6
Montréal	62 909	0,2	5,2	5,5	89,1
Outaouais	7 682	3	3,1	17,6	76,3
Saguenay-Lac-Saint-Jean	8 441	8,9	6	10,8	74,4
Ensemble du Québec	249 389	5,3	5,5	12,6	76,6

Source : (Ministère des finances et de l'économie auteur organisme de Publication, 2021)

En fonction du nombre d'établissements recensé par l'IsQ, ces régions représentent près de 50 % du nombre total d'établissements au Québec :

Afin de favoriser l'émergence de constats utiles à la fois au niveau régional et provincial, toutes les tables ont été structurées de la même façon :

Première partie : Après une brève présentation du contexte et de la cartographie de l'écosystème de l'économie sobre en carbone du Québec, les participants avaient l'occasion d'explorer les questions suivantes en sous-groupe, puis en plénière :

- Quels sont les besoins des entreprises, incluant les PME, les freins et les moteurs à leur transition dans le contexte de l'accélération de l'économie vers un avenir sobre en carbone?
- Quels besoins des entreprises, incluant les PME, ne sont pas comblés à l'heure actuelle et quels services et moyens additionnels pourraient être offerts pour maximiser le soutien offert, aider à accélérer leur transition et compléter les initiatives existantes?
- Quels sont les programmes et initiatives locales, régionales et nationales existantes en soutien à l'action climatique des entreprises?

Deuxième partie : La seconde heure était consacrée à la présentation du modèle des carrefours d'Économie verte Canada dans d'autres provinces et au survol du modèle québécois du Fonds Écoleader. À la suite de ces présentations, les participants avaient l'occasion d'explorer les questions suivantes en sous-groupe, puis en plénière :

- Quels sont pour vous les aspects inspirants pour encourager l'action climatique des entreprises et quels aspects risqueraient de faire double emploi avec des initiatives et programmes existants?
- Quels sont les principaux éléments clés à prendre en compte (prérequis) si une telle initiative allait de l'avant dans le but d'aider

les entreprises du Québec à prospérer dans un avenir sobre en carbone et créer un climat propice à leur transition?

- Est-ce que des carrefours, régional et/ou provincial, pourraient jouer un rôle pour contribuer à accélérer la transition vers une économie sobre en carbone dans toutes les régions du Québec?

Les sous-groupes étaient animés par des facilitateurs et les propos recueillis via des tableaux électroniques, des preneurs de notes et/ou des enregistrements. En complément aux tables rondes, 34 questionnaires ont été recueillis et 20 rencontres individuelles ont également été réalisées. Toutes les informations recueillies ont été consultées pour la rédaction du présent rapport.

Échéancier Étapes clés

Mars	Entente de collaboration Québec Net Positif et Économie verte Canada
Avril – mai	Mobilisation des partenaires et collaborateurs pour la réalisation du projet
Juin – août	Mobilisation des parties prenantes et intervenants pour les tables rondes
Septembre	Tables rondes virtuelles : 14 septembre : Saguenay-Lac-Saint-Jean 16 septembre : Provinciale 21 septembre : Montréal 23 septembre : Outaouais 29 septembre : Montérégie
Octobre – Novembre	Rencontres individuelles, analyse et rédaction du rapport
Décembre	Publication du rapport

Perspective globale et constats communs à toutes les tables

Cette section du rapport présente les constats communs à toutes les tables rondes. La section suivante présente les constats spécifiques qui ont été observés lors de chacune des consultations régionales et provinciale. Les citations proviennent de l'une ou l'autre des tables rondes ou entrevues individuelles. Afin de faciliter l'interprétation de ces résultats qualitatifs, des données statistiques et des informations complémentaires sont fournies lorsque pertinentes et disponibles.

Dualités

Les consultations ont fait ressortir de nombreuses dualités qu'il est essentiel de reconnaître et avec lesquelles les acteurs qui souhaitent voir s'accélérer la transition vers une économie québécoise sobre en carbone devront apprendre à conjuguer :

Niveau d'intérêt VS passage à l'action

Les intervenants rassemblés autour des tables rondes, tant du côté des entreprises que des acteurs de l'écosystème d'affaires, partagent un niveau d'intérêt marqué envers le développement durable des entreprises et la transition.

« C'est comme si on a tous les morceaux d'un casse-tête et on a de la difficulté à les placer les uns avec les autres parce qu'on ne sait pas de quoi a l'air l'image qu'on essaie de construire ensemble. »

Ce niveau d'intérêt concorde avec les résultats de l'Enquête québécoise sur le développement durable, les pratiques d'affaires écoresponsables et les technologies propres qui indique que 81,6 % des entreprises affirment qu'elles ont mis en œuvre au moins une pratique d'affaires écoresponsable en 2019, ainsi qu'avec les résultats du Baromètre de l'action climatique 2020 qui démontre que 79 % des Québécois croient qu'il est urgent d'agir contre les changements climatiques (Champagne et al., 2020).

Toutefois, malgré ce haut niveau d'intérêt, seul 17,4 % des entreprises du Québec déclarent être engagées formellement dans une démarche de développement durable soit une proportion de 54,4 % d'entreprises de 250 employés et plus, 21,8 % d'entreprises de moins de 250 employés et 12,8 % pour les petites entreprises de moins de 5 employés.

« Peut-être même qu'il nous manque des morceaux du casse-tête, mais on ne le sait pas encore... »

Parmi les entreprises qui déclarent avoir réalisé en 2019 des initiatives, actions ou projets visant des pratiques d'affaires écoresponsables³, les pratiques écoresponsables les plus souvent citées ont trait au volet social, bien que les volets économique et environnemental ne soient pas loin derrière. Tel que démontré dans le graphique de la page suivante, les pratiques d'affaires écoresponsables liées à la lutte aux changements climatiques sont les moins souvent mentionnées parmi les initiatives, actions et projets du volet environnemental.⁴

Niveau d'engagement dans une démarche de développement durable.

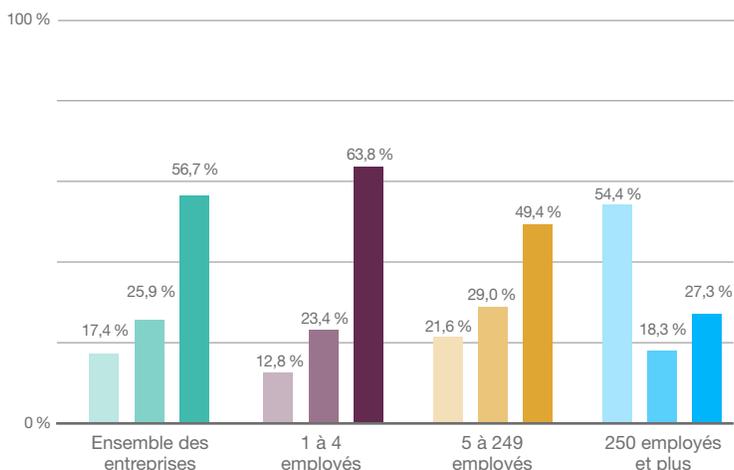
(en pourcentage %)

- Proportion d'entreprises qui déclarent être engagées formellement dans une démarche de développement durable^I
- Proportion d'entreprises qui déclarent être en réflexion quant à un engagement formel dans une démarche de développement durable
- Proportion d'entreprises qui déclarent ne pas être engagées formellement dans une démarche de développement durable^{II}

I. L'engagement est formalisé par la présence d'un document valide.

II. Incluant les entreprises qui déclarent être engagées formellement mais qui n'ont pas de document jugé valide.

Source : (INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, 2021)

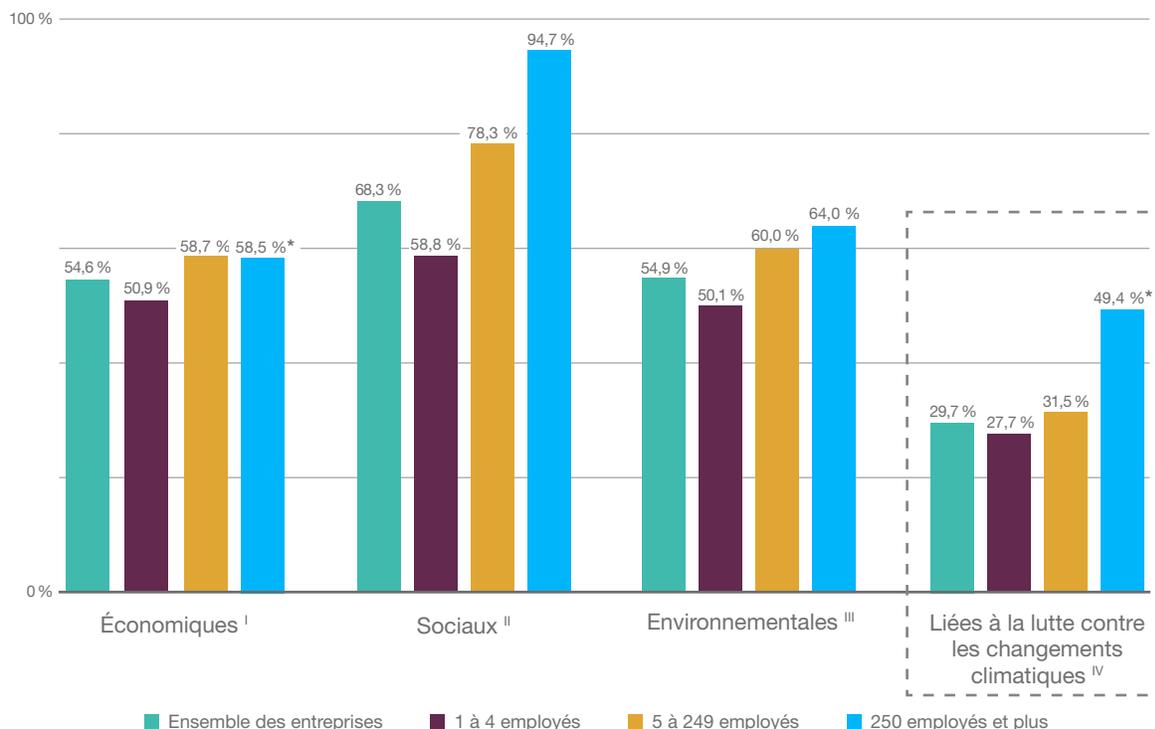


3 « Les pratiques d'affaires écoresponsables sont des initiatives, actions ou projets mis en place pour améliorer la performance sociale ou environnementale d'une entreprise. Elles poursuivent les mêmes objectifs qu'une démarche de développement durable, mais ne nécessitent pas d'encadrement formel. Elles peuvent être de nature plus ponctuelle et ne viser qu'une partie de l'entreprise. Elles constituent un excellent moyen d'atteindre les objectifs de développement durable tout en étant plus souples dans leur application. » (Samson et al., 2021)

4 Voir l'Enquête québécoise sur le développement durable, les pratiques écoresponsables et les technologies propres de l'Institut de la statistique du Québec pour plus de détails.

Types de pratiques d'affaires écoresponsables citées par les entreprises qui déclarent avoir réalisé des initiatives, actions ou projets en 2019

(en pourcentage %)



I. Les pratiques d'affaires écoresponsables économiques sont : a) Investissement responsable, b) Approvisionnement écoresponsable, d) Promouvoir ses préoccupations environnementales et sociales dans le cadre de ses activités de marketing, e) Diminuer l'impact environnemental ou social de ses produits et services, f) Intégrer au système comptable traditionnel les coûts et les risques environnementaux ou sociaux qu'elle encourt.

II. Les pratiques d'affaires écoresponsables sociales sont : c) Contribuer au développement et à la qualité de vie de la communauté, g) Améliorer la participation des employés et les relations de travail, h) Favoriser l'égalité entre les employés et la diversité de la main-d'œuvre, i) Favoriser la bonne santé des employés, j) Favoriser le bien-être et le développement des employés, k) Promouvoir la culture.

III. Les pratiques d'affaires écoresponsables environnementales sont : l) Améliorer la gestion des matières résiduelles, m) Améliorer la gestion de l'énergie, n) Améliorer la gestion de l'eau, o) Réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) associées à ses activités (atténuation) et lutter contre les changements climatiques, p) S'adapter aux conséquences des changements climatiques (résilience climatique), q) Gérer les émissions atmosphériques, r) Prévenir la contamination ou la dégradation des sols, s) Préserver la biodiversité et les ressources naturelles

IV. Regroupement de 3 pratiques d'affaires écoresponsables liées à la lutte contre les changements climatiques : m) Améliorer la gestion de l'énergie, o) Réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) associées à ses activités (atténuation) et lutter contre les changements climatiques, p) S'adapter aux conséquences des changements climatiques (résilience climatique)

* La qualité de l'estimation est passable. L'estimation doit être interprétée avec prudence.

Source : (INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, 2021)

Il est toutefois intéressant de noter que ce haut niveau d'engagement envers les aspects sociaux du développement durable pourrait possiblement s'avérer un ancrage sur lequel appuyer les efforts de sensibilisation pour encourager l'action climatique des entreprises. En effet, les conséquences des changements climatiques ayant un impact significatif sur la santé de la population, l'équité et la communauté dans son ensemble, l'action climatique pourrait être positionnée comme un levier de plus pour atteindre les objectifs de développement durable et rencontrer les aspirations sociales des entreprises du Québec.

Engagement en développement durable VS compréhension limitée de ce qui est à faire pour soutenir les PME dans leur transition

Autour des tables rondes, tant chez les entreprises, les acteurs économiques qui les accompagnent que chez les experts et organisations spécialisées en développement durable, un consensus émerge à l'effet que tous ont à la fois une bonne compréhension

de ce qu'implique le développement durable de façon générale et une compréhension limitée de ce qui est à faire pour aider les PME à se placer sur une trajectoire de transition compatible avec un avenir sobre en carbone.

« Ce n'est pas en adoptant un rythme lent qu'on pourra saisir les occasions sur des marchés en transition rapide. À partir de maintenant, ce sont les acteurs rapides, audacieux, novateurs et agiles qui ont les plus grandes chances de succès. » (Institut Canadien pour des choix climatiques, 2021)

Selon les résultats de l'enquête de l'IsQ, les grandes entreprises semblent mieux outillées que les PME de moins de 250 employés pour mettre en œuvre des initiatives, actions ou projets liés à la lutte contre les changements climatiques. Par exemple, environ 13 % des entreprises de moins de 250 employés sont activement engagées à réduire les gaz à effet de serre (GES) et la lutte contre

les changements climatiques alors que cette proportion s'élève à 33,8 % pour les grandes entreprises.

La très grande majorité des PME n'a pas réalisé d'inventaire des gaz à effet de serre (GES); ne connaît pas les sources d'émissions les plus significatives au sein de ses opérations et de sa chaîne de valeur; n'est pas en mesure d'évaluer si les biens qu'elle met en marché détiennent un avantage carbone et donc difficilement en mesure de se saisir des occasions d'affaires de l'économie sobre en carbone.

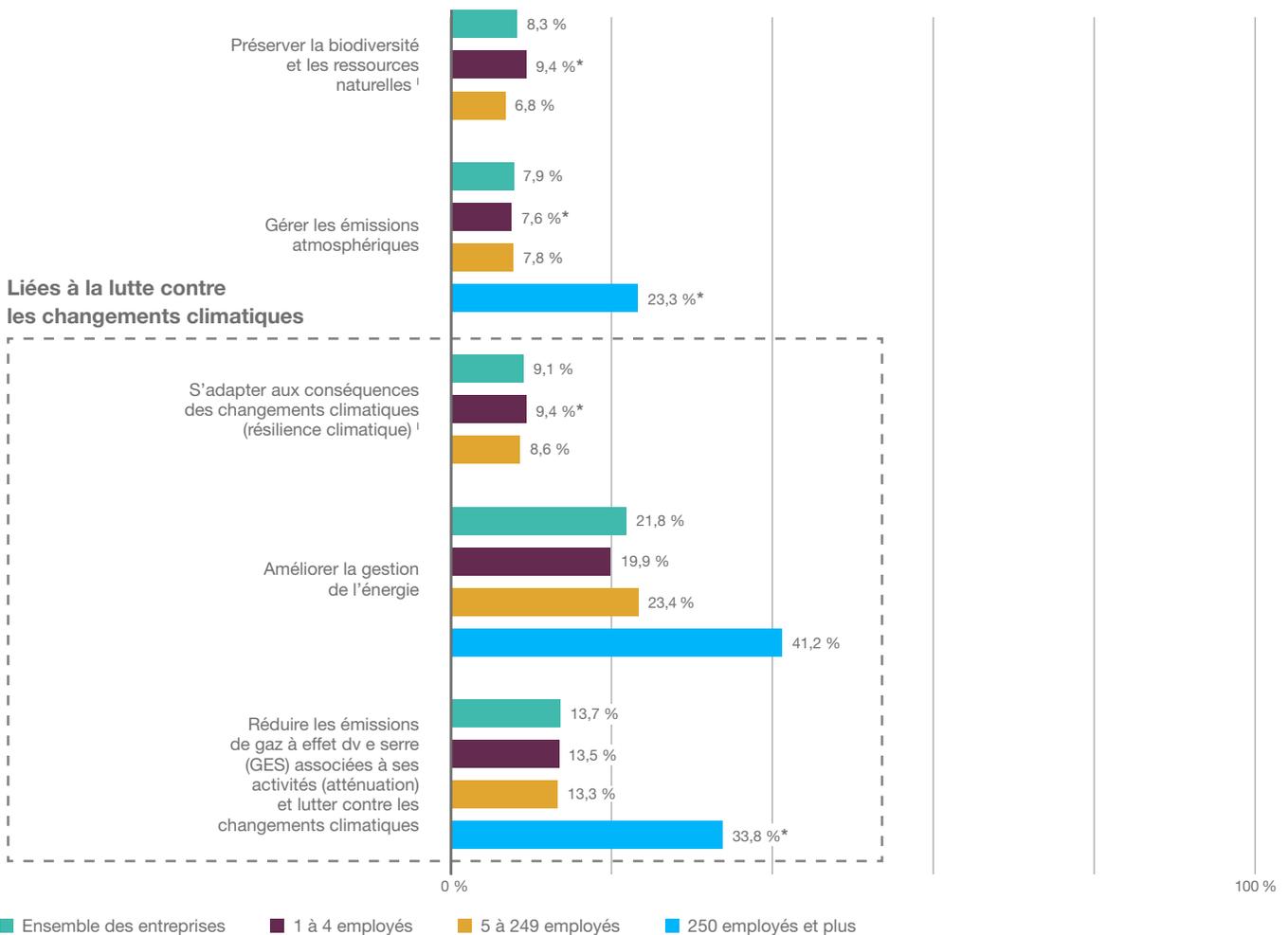
Cette situation laisse entrevoir un risque. Les PME ne sont pas en mesure, à l'heure actuelle de s'adapter à l'accroissement des risques climatiques, alors que les grandes entreprises semblent être en meilleure position pour s'y préparer. Ces risques, relatifs

au climat comprennent autant les risques physiques, tels que la baisse des rendements agricoles, que les risques de transition qui proviennent du passage graduel à une économie bas carbone et incluent notamment l'évolution des exigences des banques, des investisseurs et des assureurs, les risques politiques et juridiques (ex. taxe carbone), la pression des consommateurs ou même des employés qui réclament politiques favorables au climat, etc.

Ce constat chez les PME représente en soi un risque pour les grandes entreprises qui comptent sur la résilience des PME au sein de leur chaîne d'approvisionnement et dans les communautés où elles opèrent. Tous auraient un avantage à collaborer pour faciliter le partage d'information et de meilleures pratiques en lien avec l'action climatique et la transition, pour éviter que l'écart entre les grandes entreprises et les PME ne continue de se creuser.

Proportion d'entreprises qui déclarent avoir réalisé en 2019 des initiatives, actions ou projets visant des pratiques d'affaires écoresponsables selon la pratique d'affaires écoresponsable

(en pourcentage %)



I. L'information est trop peu précise pour être publiée dans le cas des entreprises de 250 employés et plus

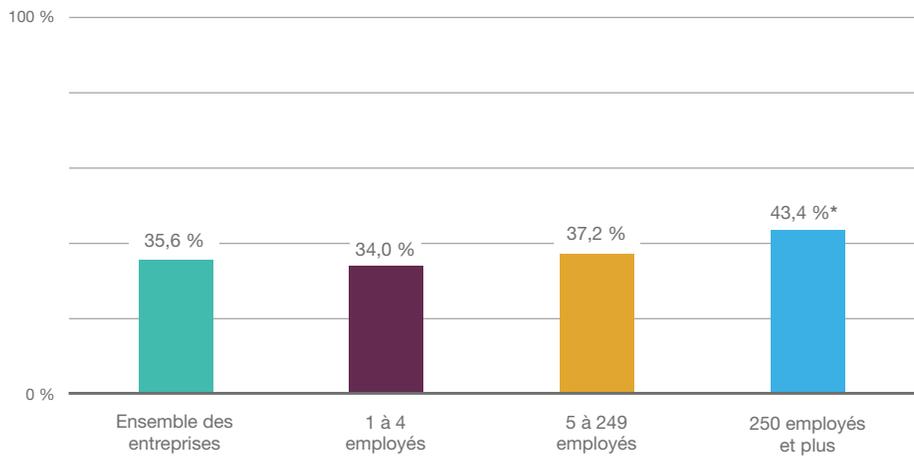
* La qualité de l'estimation est passable. L'estimation doit être interprétée avec prudence.

Source : (INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, 2021)

Proportion d'entreprises qui déclarent avoir réalisé en 2019 des initiatives, actions ou projets visant à diminuer l'impact environnemental ou social de leurs produits et services

(parmi les entreprises déclarant s'être engagées formellement dans une démarche de développement durable en pourcentage %)

Plus du tiers des entreprises de toutes tailles ont mis en œuvre des initiatives visant à diminuer l'impact environnemental ou social de leurs produits et services. Toutefois, seulement 4,5 % des entreprises intègrent au système comptable traditionnel les coûts et les risques environnementaux ou sociaux qu'elle encourt (ex. écomptabilité, bilan carbone)



* La qualité de l'estimation est passable. L'estimation doit être interprétée avec prudence

Source : (INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, 2021).

Évolution de l'offre de produits et services VS intégration de l'action climatique dans les opérations

Dans la perspective d'accélérer la transition, l'idée de mobiliser les PME pour « saisir de nouvelles occasions d'affaires » plutôt que pour simplement « contribuer à l'atteinte d'objectifs de réduction des gouvernements » suscite l'intérêt. Cependant, le lien entre la capacité à « saisir de nouvelles occasions d'affaires » et l'intégration de l'action climatique dans les opérations n'est pas clairement établi.

Selon l'enquête de l'IsQ, parmi les entreprises qui mettent en œuvre des initiatives de développement durable plus du tiers des entreprises de toutes tailles déclarent avoir réalisé des initiatives, actions ou projets visant à diminuer l'impact environnemental ou social de leurs produits et services ce qui laisse croire qu'elles cherchent à se positionner favorablement pour saisir de nouvelles occasions d'affaires en réponse à l'évolution des exigences du marché, des consommateurs et des grands donneurs d'ordres. Cependant, seulement 4,5 % intègrent au système comptable traditionnel les coûts et les risques environnementaux ou sociaux qu'elles encourent (ex. écomptabilité, bilan carbone).

Volonté d'agir VS absence de contraintes réglementaires

Malgré la volonté d'agir exprimée par les gouvernements, les investisseurs, les entreprises et les citoyens, l'absence de contraintes réglementaires, combinée à la pénurie de main-d'œuvre et à la forte pression pour

recouvrer une rentabilité à court terme en cette période de timide relance postpandémie constituent une autre dualité avec laquelle conjuguer.

En l'absence de telles contraintes, les efforts de sensibilisation peuvent miser sur la promotion des bénéfices observés par les entreprises à la suite de la mise en œuvre de pratiques d'affaires écoresponsables afin de stimuler l'adhésion des PME envers l'action climatique et la transition.

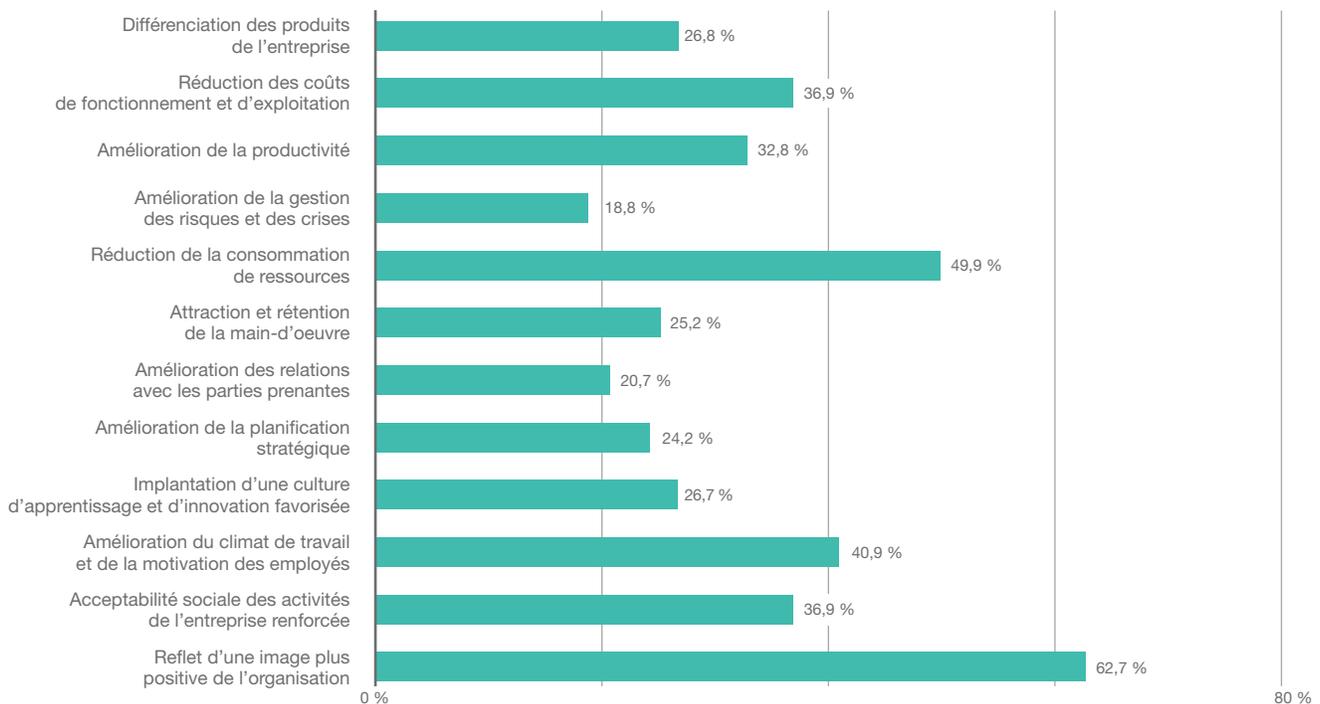
« Tout est en place pour la transition » VS « ce n'est pas une priorité pour les PME »

Alors que plusieurs intervenants s'entendaient pour dire que « tout a été mis en place » pour favoriser la transition des entreprises vers un avenir sobre en carbone, certains des entrepreneurs réunis autour des tables rondes ont plutôt souligné que la transition ne constitue pas une préoccupation pour les entreprises à l'heure actuelle.

La priorisation de l'action climatique et des efforts de transition se confrontent à l'enjeu de la pénurie de la main d'œuvre et la nécessité d'allouer les ressources limitées disponibles aux initiatives qui permettent de maximiser la rentabilité à court terme de l'entreprise. En plus de manquer de ressources pour se pencher sur la question, les entreprises se sentent mal outillées pour établir leur argumentaire commercial (le « business case »), incluant la rentabilité à court terme (le « retour sur l'investissement ») de l'action climatique.

Proportion d'entreprises qui déclarent des bénéfices en lien avec la démarche de développement durable

(parmi les entreprises déclarant s'être engagées formellement dans une démarche de développement durable en pourcentage %)



Source : (INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, 2021)

Québec VS Canada

Finale­ment, l'un des constats qui est ressorti des tables rondes et la dualité « Québec » vs « Canada » qui s'est toutefois déclinée différemment d'une table à l'autre. Lors de certaines tables rondes, le consensus était plutôt à l'effet que « compte tenu des initiatives en place, nous n'avons pas besoin de l'appui d'une organisation nationale pour aider les PME du Québec à réussir leur transition » alors que d'autres régions s'avéraient plutôt favorables à l'idée de capitaliser sur l'expérience des carrefours établis dans d'autres régions du Canada, d'accéder à de l'expertise, des outils adaptés aux PME et des données comparatives ainsi que des occasions de partager des réalisations, des meilleures pratiques et célébrer les succès.

Cohésion et synergies

- Offrir une perspective unifiée du point de vue des entreprises

Du point de vue des entreprises, l'accès aux divers services et programmes offerts en soutien à l'action climatique et la transition mériterait d'être simplifié.

La coordination d'une offre de services unifiée du point de vue des entreprises permettrait de favoriser le repérage des ressources et des programmes spécifiques à l'action climatique et de favoriser la mise en œuvre d'actions individuelles et collectives pour accélérer la transition.

- Fédérer les efforts vers des trajectoires de transition plausibles aux niveaux sectoriels et régionaux

L'écosystème d'affaires du Québec regroupe de nombreux acteurs et organismes qui accompagnent déjà les PME dans leur développement économique et/ou durable. Ces nombreuses parties prenantes ont chacune une mission et des objectifs spécifiques qui, pour la plupart, ont été établis avant la période de transition actuelle.

La majorité des intervenants actifs dans l'accompagnement des PME se sentent mal outillés pour appuyer celles-ci dans leur transition et dans l'intégration de l'action climatique dans les stratégies et les décisions d'affaires.

Les tables rondes ont fait ressortir le besoin d'engager un dialogue constructif pour favoriser les synergies et créer davantage de cohésion autour d'une vision commune quant à la finalité de la transition et des trajectoires à adopter pour y arriver.

En plus, les objectifs gouvernementaux étant établis sur le long terme, l'identification de cibles intermédiaires aux niveaux sectoriel et/ou régional pourrait s'avérer utile pour offrir des points de repères sur un horizon plus rapproché.

En tant que parties prenantes à l'établissement de ces cibles intermédiaires et dotées d'une meilleure vision des trajectoires de

transition sectorielles et régionales plausibles, les intervenants qui le souhaitent, pourront ainsi mieux définir leur rôle en soutien à la transition des PME du Québec et mettre en œuvre les synergies possibles entre eux.

▪ **Connaissance limitée des ressources disponibles**

Lors de chacune des tables rondes, il a été mentionné que les mesures en lien avec l'action climatique et la transition sont perçues comme étant coûteuses et mal adaptées aux PME. Certains intervenants ont découvert l'existence, le rôle, la mission et/ou certains services offerts par l'un ou l'autre des participants à sa table.

Dans l'enquête de l'IsQ publiée en juin 2021 et fondée sur des données collectées à l'automne 2020, la proportion d'entreprises, toutes tailles confondues, qui connaissaient alors l'existence du Fonds Écoleader, nouvellement lancé, était d'environ 5 % (Institut de la statistique du Québec, 2021). Plus de deux ans après le lancement du réseau des agents du Fonds Écoleader, il serait utile d'obtenir une mise à jour de cette donnée. Au cours de nos tables rondes, plusieurs intervenants ont découvert le Fonds Écoleader lors de cette consultation à laquelle ils ont pris part.

Freins, défis et besoins

▪ **Pénurie de main-d'œuvre et manque de temps**

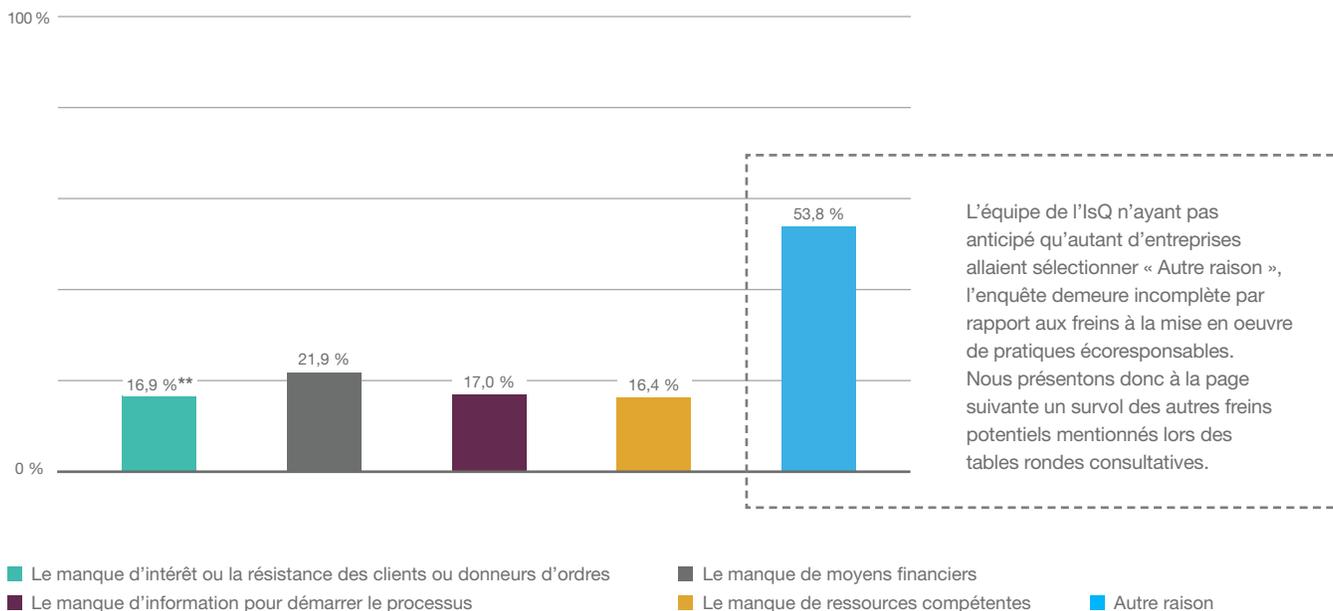
Les deux principaux freins à l'intégration de l'action climatique par les PME mentionnés lors de toutes les tables rondes sont la pénurie de main-d'œuvre et le manque de temps.

D'un autre côté, l'action climatique des entreprises peut justement s'avérer l'un des moyens à mettre en œuvre pour positionner favorablement les entreprises comme employeur de choix dans le contexte de la crise de main-d'œuvre actuelle. Par exemple, le Baromètre de l'action climatique 2020 indiquait que « les attentes sont particulièrement élevées envers les entreprises », « celles qui réalisent des actions concrètes, crédibles et significatives en faveur du climat sont susceptibles d'être plus attirantes pour les consommateurs.trices et plus attractives auprès de la main-d'œuvre». (Champagne et al., 2020)

En complément, selon l'enquête de l'IsQ, les principales raisons pour lesquelles l'entreprise n'a pas mis en œuvre des pratiques d'affaires écoresponsables, parmi les entreprises ayant déclaré n'avoir mis en œuvre aucune pratique d'affaires écoresponsables sont les suivantes présentées dans le graphique ci-dessous.

Raisons pour lesquelles l'entreprise n'a pas mis en œuvre des pratiques d'affaires écoresponsables*

(parmi les entreprises déclarant s'être engagées formellement dans une démarche de développement durable en pourcentage %)



* Les raisons suivantes étaient proposées comme choix de réponse, leurs résultats sont trop peu précis pour être publiés : La résistance à l'interne (dirigeants, personnel, CA, etc.) / Le manque de convictions en ce qui a trait aux répercussions positives (« Ça ne sert à rien ») / L'absence de pression pour démarrer le processus / L'adoption de pratiques écoresponsables relève d'un autre centre décisionnel

** La qualité de l'estimation est passable. L'estimation doit être interprétée avec prudence.

Source : (INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, 2021)

Survol des autres freins à l'action climatiques des PME mentionnés lors des tables rondes consultatives :

- Manque de connaissances, entre autres, pour déchiffrer le vocabulaire entourant les aspects du développement durable, de l'action climatique et de la transition
- Pénurie de main d'œuvre
- Manque de temps
- Manque d'informations sur les retombées économiques (ROI)
- Bureaucratie trop importante pour accéder aux programmes / fonds
- Méconnaissance des outils et technologies sur le marché
- Moyens technologiques inexistantes ou limités
- Capacité / flexibilité des fournisseurs
- Coûts prohibitifs
- Attentes financières des prêteurs
- Ce n'est pas une priorité

Du côté de l'écosystème d'affaires, le principal frein mentionné est le manque de ressources chroniques et historiques qui se fait sentir au sein des organismes dont la mission est en lien avec la transition. De plus, lorsque les ressources sont disponibles, elles leur semblent inadéquates face à l'ampleur des défis, ce qui crée une compétition entre les organismes au niveau de la recherche de financement, au détriment de la collaboration nécessaire pour bien desservir les entreprises, incluant les PME.

Les organisations fondées sur le membership ont clairement indiqué que les entreprises du Québec n'ont pas la capacité financière de soutenir davantage d'organisations. La résultante directe de l'ajout d'une nouvelle ressource dans l'écosystème d'affaires risquerait d'être une perte nette pour les organisations déjà en place et les services présentement offerts, qui répondent à des besoins actuels des entreprises. Une solution potentielle serait d'accroître le soutien financier à la mission des associations et organismes qui sont actuellement cantonnées dans une approche de financement orientée vers le membership et la réalisation de projets à court terme, dictée par les exigences de programmes de financement ponctuels. Un mode de financement plus flexible et adapté à l'évolution rapide des besoins des entreprises face à la transition en cours offrirait un plus grand potentiel de collaboration et de synergies pour maximiser les bénéfices mutuels et collectifs sur le long terme.

Principaux aspects inspirants des carrefours

Les principaux aspects inspirants qui ont été relevés au sujet des carrefours sont les suivants :

- Service d'accompagnement en mode dédié/partagé avec une expertise ciblée sur l'action climatique et la transition – La mise en commun d'une ressource mutualisée permet à plusieurs entreprises et PME d'une même région de partager les coûts ce qui leur donne accès à l'expertise pertinente à la transition. Les experts des carrefours soutiennent les entreprises pour réaliser leurs inventaires des GES (initial et récurrents), établir

des cibles de réduction fondées sur la science et mettre en œuvre des plans d'action qui visent l'atténuation des GES et l'offre de produits et services sobres en carbone.

- Mesures simplifiées et divulgation adaptée aux PME – Les outils simplifiés de mesure et de reddition de compte des indicateurs extra-financiers favorise une divulgation publique des sources d'émissions significatives, des cibles, des progrès ainsi que le partage de données et l'étalonnage régional et sectoriel. Les informations ainsi partagées permettent aux PME de contribuer à un dialogue constructif avec leurs parties prenantes, les grands donneurs d'ordre et les investisseurs. Cette divulgation favorise aussi la collaboration avec les instances régionales et la mise en œuvre d'actions collectives.
- « Guichet d'accès unique » vers les experts, les ressources et les programmes de financement – Bien que cette offre de service de la part des carrefours ait suscité un intérêt, il a toutefois été noté que ce rôle est déjà assumé en grande partie par les agents du Fonds Écoleader, présents dans toutes les régions du Québec.
- Célébrations et reconnaissance – Le volet des célébrations, des soirées et programmes de reconnaissance associés aux carrefours ainsi que le partage d'histoires de succès a suscité un intérêt marqué. Particulièrement, l'identification des champions et chefs de file ainsi que le partage d'expérience lors de tels événements de reconnaissance ont retenu l'attention.

Principaux éléments à prendre en compte pour la suite

Si une nouvelle ressource était créée, il serait essentiel de considérer les aspects suivants :

- Mettre l'accent sur l'action climatique et la transition pour l'ensemble de l'économie, au-delà des secteurs plus traditionnellement associés à l'économie verte (technologies propres; technologies environnementales; secteurs les plus émetteurs – énergie, transport). Par exemple, lors des tables rondes, les participants étaient surpris de constater la variété des secteurs porteurs et des leviers de l'écosystème de l'économie sobre en carbone au Québec
- Éviter d'ajouter un organisme/une structure supplémentaire
- S'assurer que les carrefours puissent avoir une réelle valeur ajoutée, en synergie et en complémentarité avec les ressources et les organisations déjà présentes dans les régions
- Faciliter l'accès aux outils et à l'accompagnement et le partage des meilleures pratiques au sein d'une même région et entre les régions
- Complémentarité et intégration avec les initiatives déjà présentes dans les régions.

« Connecter les carrefours entre les régions c'est OK, mais c'est important que chaque région ait son propre carrefour de la transition. »

Constats et coups de cœur spécifiques aux tables rondes régionales

Cette section du rapport présente les constats spécifiques qui ont été observés lors de chacune des tables rondes régionales et provinciale. En complément aux informations présentées ci-dessous, il est essentiel de considérer les constats communs à toutes les tables rondes qui ont été présentés à la section précédente du présent rapport.

Les résultats des tables rondes sont présentés dans l'ordre suivant, en ordre alphabétique des régions : Montérégie, Montréal, Outaouais et Saguenay-Lac-Saint-Jean. Les résultats de la table ronde provinciale sont présentés par la suite.

Montérégie

Points clés complémentaires

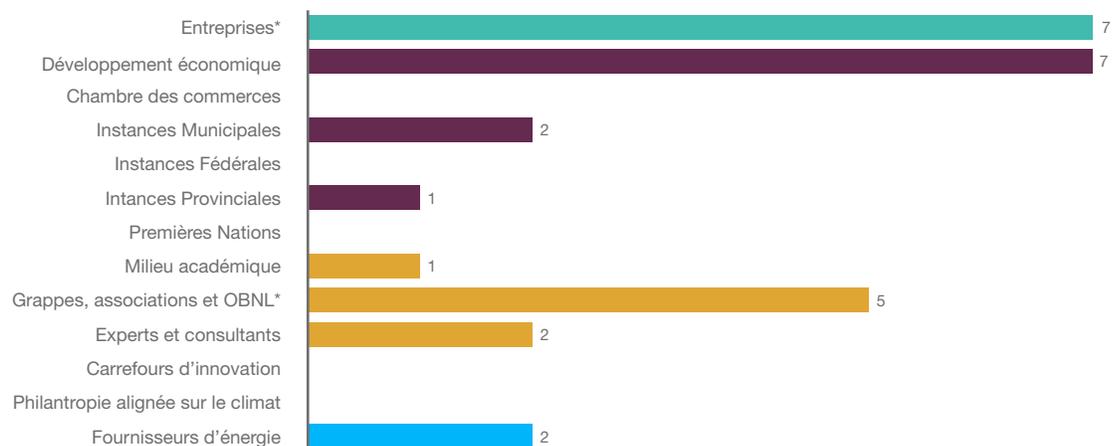
- Les intervenants de la Montérégie se sont montrés réceptifs à poursuivre les échanges avec l'équipe de Québec Net Positif et Économie verte Canada et explorer davantage le potentiel de synergies avec les autres provinces canadiennes pour partager les meilleures pratiques au niveau de l'action climatique et la transition.
- L'un des aspects inspirants souligné lors de cette table ronde est le rôle des carrefours en tant qu'intermédiaire entre les entreprises et le milieu académique et les fournisseurs de services, puisqu'il s'avère souvent complexe d'entrer en contact avec les entreprises de divers secteurs, particulièrement avec les PME.

« L'environnement n'est pas suffisamment intégré au travers des fonctions d'entreprises et dans l'écosystème (géré trop en silo) »

« On n'a pas de délais, on peut faire une transition carboneutre... à la vitesse qu'on veut, sur la portion de notre entreprise qu'on veut, c'est trop lousse »

- L'autre aspect inspirant souligné est le potentiel de rejoindre un programme de reconnaissances au niveau national ce qui permettrait de faire connaître les meilleures pratiques nationales dans la région tout en faisant reconnaître les succès de la région au niveau national.
- Certains freins à la transition des PME ont été particulièrement mis en lumière lors de la table ronde de la Montérégie :
 - Le manque de connaissance des émissions carbone de l'industrie
 - L'absence de requis « zéro émission de carbone » dans les appels d'offres
 - Les règles d'approvisionnement public ne sont pas adaptées pour favoriser la transition
- Les principaux besoins soulignés lors de cette table ronde :
 - Améliorer la coordination des acteurs déjà en place autour de l'action climatique et la transition
 - Avoir des cibles intermédiaires et par régions
 - Mise en place d'un facilitateur régional (les agents du Fonds Écoleader jouent ce rôle en ce moment mais les besoins excèdent leur capacité)
 - Avoir accès à davantage de subventions pour embaucher de nouveau talent en environnement

Montérégie



■ Entreprises ■ Instances régionales ■ Accélérateurs de transition ■ Fournisseurs de services et financement

* Les associations qui ont pris part aux tables rondes représentaient leurs entreprises membres, en complément aux entreprises présentes sur une base individuelle.

Montréal (Suite)

Coups de cœur*

- Développement économique Longueuil (DEL) – Agents du Fonds Écoleader
- Comité 21
- Réseau Synergie Québec
- Solution Will

Participants

La table ronde de la Montérégie comptait 27 participants dont presque la majorité classée comme instances régionales. Ce nombre élevé de participants appartenant à la catégorie instances régionales, a permis de souligner le rôle et les défis des villes dans la transition.

Montréal

Points clés complémentaires

- L'un des principaux freins mentionnés pour la région de Montréal est le manque de ressource au sein des PME (humaines et financières) pour se saisir de la foule d'outils et d'organisations qui existent dans la région pour aider les entreprises.
- Les principaux besoins soulevés sont :
 - Coopération et mutualisation entre les acteurs déjà impliqués auprès des entreprises, avec un modérateur ayant une vue d'ensemble sur les services afin de s'assurer que les PME vont dans la bonne direction.
 - Augmentation du nombre de PME rejoint : pas rendus à économiser les efforts.
 - Développement de programmes adaptés aux plus petites PME, les programmes existants favorisent davantage les plus grosses PME. Par exemple, il est difficile pour une petite entreprise de passer à une flotte de véhicules électriques
 - Maillages intersectoriels pour favoriser le partage de données et un cheminement de transition collectif cohérent

Coups de cœur*

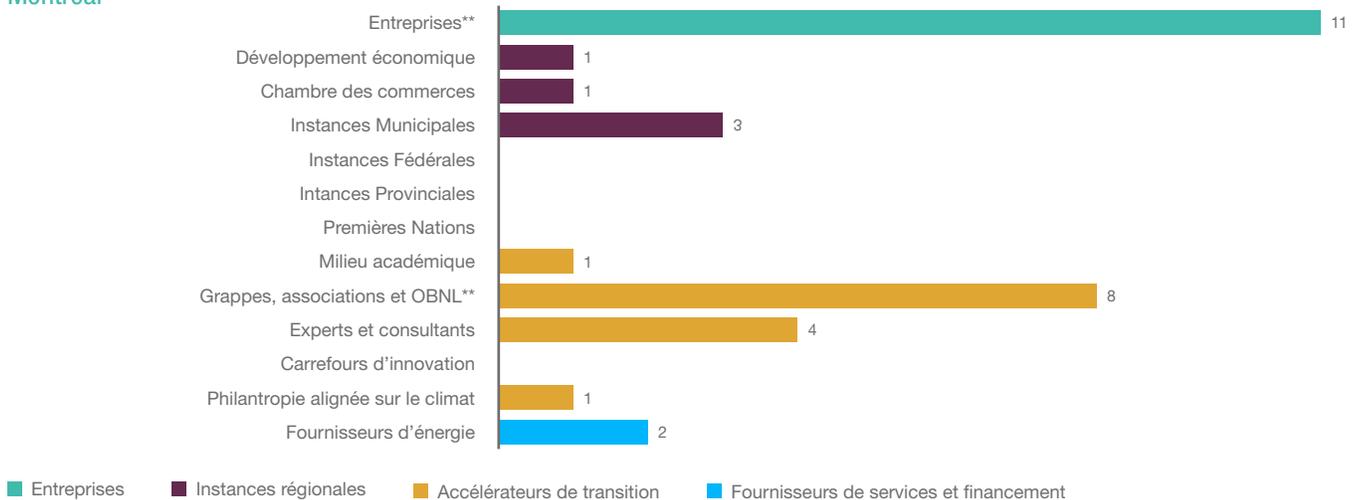
- PME MTL Est-de-l'Île (Synergie)
- Partenariat Climat Montréal
- Parcours de développement durable Montréal
- Fonds Climat du Grand Montréal
- Maison du développement durable

Participants

Lors de la table ronde de Montréal, parmi les 30 participants on remarque un grand nombre d'entreprises. Les constats propres à la table ronde de Montréal reflètent bien cette représentativité accrue des entreprises, on y note entre autres les réalités des PME face aux défis de la transition.

« Il y a tellement de travail à faire que je ne m'inquièterais pas du dédoublement à ce stade-ci. Je n'essaierais pas d'optimiser pour le moment, je pense qu'on doit en faire plus, plus vite. Il faudrait en faire 100 fois plus. »

Montréal



* Les coups de cœur sont des initiatives ou organisations sur lesquelles miser pour accélérer la transition de la région vers une économie sobre en carbone.

** Les associations qui ont pris part aux tables rondes représentaient leurs entreprises membres, en complément aux entreprises présentes sur une base individuelle.

Outaouais

Points clés complémentaires

- Certains freins complémentaires ont été soulevés lors de la table ronde de l'Outaouais :
 - Options de services sont limitées dans les régions rurales pour encourager les PME à s'améliorer ou à faire autrement
 - Difficultés à aller chercher certains secteurs importants de la région (Ex. secteur agricole)
 - L'idée de la transition écologique n'est pas encore intégrée dans la planification de plusieurs organismes de développement économique. Par exemple, le Secrétariat au développement économique de la Ville de Gatineau nomme les changements climatiques dans les menaces sans préciser des actions concrètes à mettre en place face à cette menace.

« Nous voyons les carrefours potentiels comme un complément à notre offre de service, car notre petite équipe n'est pas en mesure d'aider toutes les entreprises de la région. »

- Au niveau des besoins, les aspects inspirants qui ont particulièrement attiré l'attention dans cette région sont les suivants :
 - Offre d'un inventaire GES gratuit pour toutes les entreprises de la région afin d'établir un étalonnage de départ et favoriser les actions individuelles et collectives
 - Option « clé en main », avec une offre simple, adaptée aux PME
 - Formation continue pour permettre aux intervenants d'être mieux informés au sujet de la transition et mieux outillés pour orienter les entreprises au bon moment, vers les bonnes ressources

« C'est difficile de savoir à quelle porte cogner pour avoir une réponse. Surtout quand chacune de ces portes ont des critères différents à respecter. »

- Étalonnage : avoir accès aux données des entreprises de la région. Le territoire rural est vaste, cela permettrait de coordonner les efforts de réduction, par exemple au niveau des transports
- L'idée d'une première cohorte de PME en lien avec les carrefours a été évoquée et pourrait être mise en place pour voir l'adhésion du milieu. Un bilan des émissions de GES et un plan de réduction pourraient faire partie de l'offre de services.

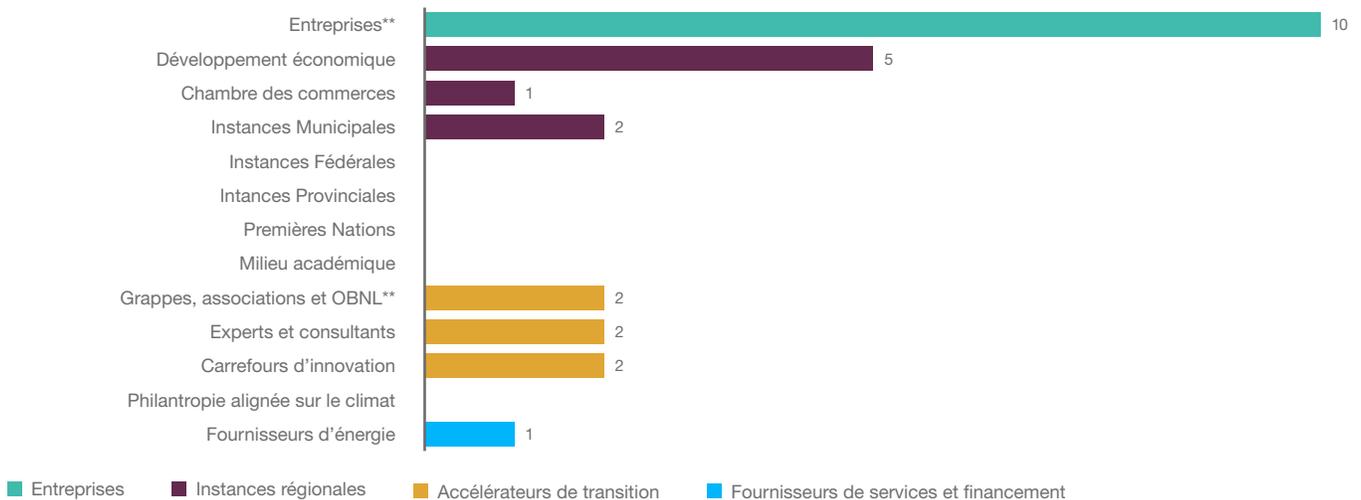
Coups de cœur*

- MonGPS.ca
- Conseil régional de l'environnement et du développement durable de l'Outaouais (CREDDO)
- ID Gatineau
- MOBI-O

Participants

Les 25 participants de la table ronde de l'Outaouais se répartissent tel que présenté ci-dessous, ce qui offre une assez bonne vision des différentes sphères de l'écosystème d'affaire de la région.

Outaouais



* Les coups de cœur sont des initiatives ou organisations sur lesquelles miser pour accélérer la transition de la région vers une économie sobre en carbone.

** Les associations qui ont pris part aux tables rondes représentaient leurs entreprises membres, en complément aux entreprises présentes sur une base individuelle.

Saguenay-Lac-Saint-Jean

Points clés complémentaires

- Il y a beaucoup d'organisations et il y aurait une occasion de rendre l'offre de service plus simple du point de vue des entreprises. L'enjeu pour les entrepreneurs est de savoir « où frapper ». Le Centre québécois de développement durable (CQDD) est identifié comme un carrefour au SLSJ, mais plus d'importance pourrait être accordée à « l'empreinte carbone » des entreprises.
- Particulièrement dans cette région, le besoin de bien saisir la plus-value de toute nouvelle initiative par rapport aux multiples stratégies déjà en place dans la région – Économie circulaire SLSJ, PME Durable 02 et le Fonds Écoleader – a été identifié.
- Intérêt pour de la formation continue au sujet de l'action climatique et la transition pour les intervenants de premières lignes, incluant un partage de connaissance des programmes et des mesures en place pour bien guider les entreprises
- L'action climatique devrait faire partie intégrante des plans d'affaires. Malheureusement ce ne sont pas toutes les structures d'accompagnement qui possèdent l'ensemble des compétences

« Une chose qu'on ne manque pas au SLSJ ce sont des acteurs et une chose qu'il ne faut pas rajouter c'est encore des acteurs. Il y a déjà une bonne synergie entre les acteurs de la région. Il faudrait mailler l'ensemble des acteurs qui travaillent de proche ou de loin en ayant une table des partenaires comme celle qu'on a actuellement, mais dédiée à la réduction des GES. »

« Je crois que l'idée de créer une nouvelle structure de concertation, dédié à la réduction des GES est loin d'être partagée entre les acteurs régionaux du SLSJ. Cependant, cet enjeu pourrait être traité davantage via les activités de la Table régionale PME Durable 02. »

nécessaires pour vraiment l'intégrer d'entrée de jeu. Des services de soutien sont offerts dans la région pour soutenir les organismes de développement économique dans l'intégration de ces nouvelles considérations à leurs outils d'élaboration de plan d'affaires.

- Pouvoir se comparer et partager nos résultats, une forme de standardisation des résultats.

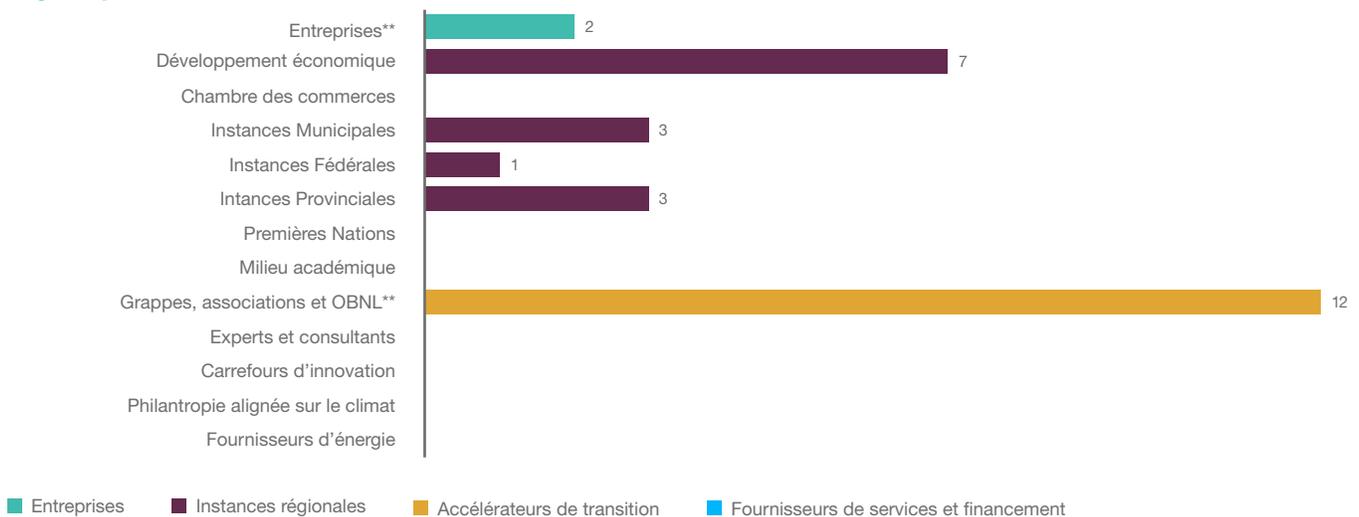
Coups de cœur*

- PME durable 02
- Centre québécois de développement durable (CQDD)
- Projet de bioparc spécialisé dans la production de gaz naturel renouvelable
- Économie circulaire SLSJ

Participants

Parmi les 26 participants de la table ronde du Saguenay-Lac-Saint-Jean, on note très peu d'entreprises comparativement aux autres régions. Il est important de tenir compte de la sous-représentation des entreprises, lors de la lecture des constats de la région.

Saguenay-Lac-Saint-Jean



* Les coups de cœur sont des initiatives ou organisations sur lesquelles miser pour accélérer la transition de la région vers une économie sobre en carbone.

** Les associations qui ont pris part aux tables rondes représentaient leurs entreprises membres, en complément aux entreprises présentes sur une base individuelle.

Provinciale

Points clés complémentaires

- Vibrant écosystème de l'économie sobre en carbone au Québec

Le Québec a la chance de compter sur de nombreux acteurs, comités sectoriels, conseils, grappes et organismes font la promotion de l'expertise des membres qu'ils représentent et s'assurent de la prise en compte des intérêts et préoccupations des grands secteurs industriels et d'affaires du Québec sur divers aspects en lien avec le développement durable. Plusieurs de ces organisations existent depuis de nombreuses années comme en témoigne le survol ci-contre.

Ces organisations constituent collectivement un écosystème d'affaires où les raisons d'être et les missions sont complémentaires et relativement bien établies et permettent de favoriser du maillage et accélérer le développement, le financement et la commercialisation de services et technologies en lien avec le développement durable, notamment pour les secteurs et sous-secteurs en lien avec l'efficacité et la transition énergétique, la conformité environnementale, les technologies propres, les transports électriques et intelligents, les enjeux de main d'œuvre et l'offre de biens et services spécifiques à l'environnement (eau, air, sols, matières résiduelles et dangereuses, énergies renouvelables/durables, restauration après sinistre).

Ces organisations et parties prenantes constituent en soi un actif précieux sur lequel s'appuyer pour la grande décennie de transition qui s'amorce. À la fois, l'importante transition en cours vers une économie sobre en carbone à l'échelle mondiale affectera tous les secteurs de l'économie, bien au-delà des aspects plus traditionnellement associés à l'économie verte.

C'est afin de mettre en lumière la grande diversité des secteurs porteurs et des leviers au sein de l'économie du Québec que nous avons créé pour la première fois en juin 2020 une cartographie de l'écosystème de l'économie sobre en carbone au Québec.⁵ Les consultations qui ont mené à ce rapport, ont aussi été l'occasion de raffiner notre cartographie dont la mise à jour est disponible ici (lien à venir).

Principaux éléments à prendre en compte au niveau provincial

- Les principaux freins à la transition mentionnés lors de la table ronde provinciale sont :
 - Absence d'exigences réglementaires plus contraignantes (ex. Prix carbone est trop bas)
 - Manque de soutien aux « start-ups » d'où proviennent les solutions innovantes
 - Au-delà des technologies propres, manque de soutien au développement de marchés locaux et aux exportations de produits et matières du Québec qui détiennent un avantage carbone et font partie de la solution pour décarboner les chaînes de valeur
- L'écosystème québécois est riche, il ne faut pas découpler mais plutôt favoriser la collaboration
- Offrir davantage de soutien à l'innovation durable et aux entreprises en démarrage « start-ups », porteuses de solutions, qui peuvent s'avérer un moteur d'accélération de la transition pour les PME
- Coordonner une offre de services mutualisée pour répondre aux besoins des PME situées en régions éloignées et/ou moins bien desservies en ce qui a trait aux services de mesure d'inventaires des GES par exemple et de l'accompagnement en appui à la transition

5 Annexe-2 : Cartographie de l'écosystème de l'économie sobre en carbone au Québec

Principales initiatives et organisations actives en environnement et développement durable au Québec

1962

Réseau environnement
Provincial

1973

Premier Conseils régionaux de l'environnement (CRE)
Saguenay-Lac-Saint-Jean

1991

Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ)
Provincial

1992

Conseil Patronal de l'Environnement du Québec (CPEQ)
Provincial

1992

Centre québécois de développement durable (CQDD)
Provincial

1996

EnviroCompétences (Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie de l'environnement 1996 à 2006)
Provincial

2000

Le Conseil des entreprises en technologies environnementales du Québec (CETEQ)
Provincial

2003

ICI on recycle +
Provincial

2005

Écoentreprises Québec
Provincial

- Miser sur les relations des organismes, des réseaux, des regroupements, des associations et des chambres de commerce qui ont déjà établi de très bonnes relations avec leurs entreprises membres pour éviter de créer de la confusion
- Appuyer le développement de marché aux niveaux local, national et international pour les biens fabriqués au Québec avec un avantage carbone
- Encourager la mise en œuvre de politiques d’approvisionnement responsable et de vitrines technologiques
- Développer les compétences vertes afin que les entreprises puissent compter sur une main d’œuvre qualifiée

« Il faut mettre en place les incitatifs, pour moi ça ne passe pas par l’addition de nouvelle initiative, mais par l’adhésion de plusieurs organisations à cette façon de faire là. »

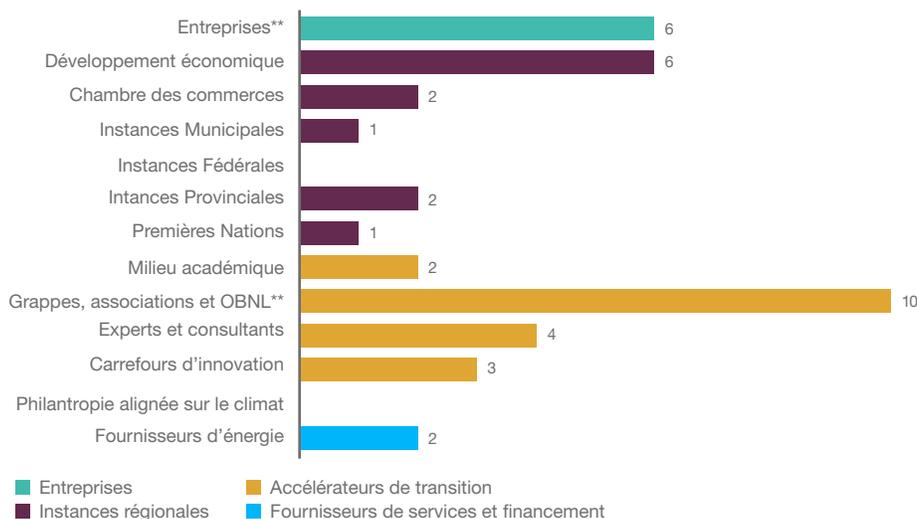
Coups de cœur*

- Le réseau des agents du Fonds Écoleaders, présent dans toutes les régions administratives du Québec – aucune autre juridiction au Canada ne compte sur un tel réseau avec un appui financier aussi significatif pour soutenir le développement durable et l’action climatique des entreprises, incluant les PME
- La mobilisation de ce réseau et la collaboration avec les agents du Fonds Écoleader pour favoriser la mise en œuvre d’action climatique et accélérer la transition de toute l’économie vers un avenir sobre en carbone présente un grand potentiel d’impact

Participants

Les 31 participants de la table ronde provinciale sont répartis assez également dans l’ensemble des catégories. Une grande partie étaient considérés comme accélérateurs de transition, dont plusieurs déjà engagés auprès des entreprises.

Provinciale



* Les coups de cœur sont des initiatives ou organisations sur lesquelles miser pour accélérer la transition de la région vers une économie sobre en carbone.

** Les associations qui ont pris part aux tables rondes représentaient leurs entreprises membres, en complément aux entreprises présentes sur une base individuelle.

2008

Écotech Québec
Provincial

2008

Fédération des chambres
de commerce du Québec
(FCCQ)
Provincial

2008

Synergie Québec
Provincial / Montérégie

2013

Marché du carbone
du Québec
Provincial

2015

PME MTL
Montréal

2016

Québec Net Positif
Provincial

2017

Transition Énergétique
Québec
Provincial

2017

Propulsion Québec
Provincial

2019

Développement
économique Longueuil
(DEL)
Montérégie

2019

Fond Écoleader et réseau
des agents du Fonds
Écoleader
Provincial

2021

Partenariat Climat Montréal
Montréal

2021

Investissement Québec-
Compétivert
Provincial

Conclusion

En conclusion, dans son récent rapport *Ça passe ou ça casse*, l'Institut canadien pour des choix climatiques souligne que « la préparation à la transition vers une économie mondiale sobre en carbone déterminera si les entreprises s'en tirent ou non » (Samson et al., 2021). Dans ce contexte et face aux constats ci-dessus, les besoins à combler et principales pistes d'actions que nous avons identifiés suites à ces consultations sont les suivants :

Besoins à combler

Les consultations nous ont permis de confirmer le dynamisme des nombreux experts et organismes actifs au niveau régional et provincial. Sans surprise compte tenu de l'engagement de longue date du Québec vis-à-vis l'environnement, plusieurs aspects en lien avec la conformité environnementale, les technologies propres, le transport, l'action des grandes entreprises et la décarbonation des secteurs à fortes émissions comptent sur des associations, grappes et communautés de pratiques vibrantes qui représentent des atouts sur lesquels miser pour la transition de toute l'économie québécoise.

Par ailleurs, les consultations nous ont permis d'identifier des besoins tangibles, directement en lien avec l'accélération exponentielle de la transition qui est en voie d'affecter les entreprises de toutes tailles, au sein de tous les secteurs économiques incluant le tourisme, l'agro/agri, le secteur manufacturier, les commerces de gros et de proximité, la finance, etc.

Notamment, davantage de ressources devraient être déployées pour jouer un rôle de « trait d'union » à trois niveaux :

- **« Trait d'union » entre le modèle économique « actuel » et la « nouvelle économie sobre en carbone »** : Le manque de connaissances et d'information au sujet de l'urgence d'agir, des risques carbone, climatiques et des occasions d'affaires à saisir est présent tant chez les PME que chez de nombreux acteurs qui les accompagnent. Davantage de ressources devraient être déployées pour sensibiliser, mobiliser et outiller les PME et les leaders des divers secteurs économiques pour leur permettre d'anticiper les enjeux, imaginer les trajectoires de transition plausibles pour leur entreprise, leur secteur d'affaires et leur région et initier/accélérer la mise en œuvre de la transition sur une base à la fois individuelle et collective.
- **« Trait d'union » entre les PME et les ressources offerts au sein de leur écosystème d'affaires** : Il n'est pas utile de demander aux entrepreneurs d'investir du temps et des ressources pour comprendre et déchiffrer le vocabulaire, les divers programmes et les critères inhérents à chacun des organismes qui pourrait potentiellement appuyer dans ses efforts de transition. La mise en place de ressources expertes qui seraient d'une part à l'écoute des besoins et de la réalité des PME et d'autres part en mesure de faire le pont avec les ressources existantes contribuerait à accélérer la mise en œuvre d'action climatiques au sein des entreprises. Les agents du Fonds Écoleader jouent en partie de rôle mais le nombre de PME à soutenir pendant la transition excède de beaucoup la capacité actuelle du réseau.

- **« Trait d'union » entre les acteurs engagés dans le développement économique et les experts de la transition** : Les nouvelles connaissances au sujet des trajectoires de transition plausibles pour l'économie mondiale, canadienne et québécoises et des meilleurs pratiques à mettre en œuvre au sein des entreprises pour réussir leur transition sont en constante évolution. Les travaux de nombreux groupes de recherche, tels que ceux du Groupe consultatif sur la carboneutralité au Canada, peuvent s'avérer des plus utiles pour les professionnels qui accompagnent nos PME sur le terrain. L'un des rôles importants à combler consisterait à identifier et partager les informations et outils les plus utiles en fonction du rôle de chacun, de leur secteur et de leur région géographique. En s'assurant de toujours mieux outiller les intervenants qui accompagnent les PME au quotidien, celles-ci bénéficieront d'un appui significatif pour faire face aux défis et se préparer à saisir les occasions d'affaires qui se présenteront.

Principales pistes d'action

- **Sensibiliser, mobiliser et outiller les PME et leurs accompagnateurs** – Les efforts de sensibilisation et de mobilisation des leaders de PME et de ceux qui les accompagnent doivent se poursuivre. En complément, les sujets de l'action climatique et de la transition doivent être mieux intégrés dans les communications, les agendas et les programmes de formation des entreprises, des associations, des regroupements sectoriels et des instances régionales. Ces efforts contribueront à pallier le manque de connaissances, renforcer le niveau d'importance et favoriser un dialogue constructif au sujet des freins, des moteurs et des meilleures pratiques à mettre en œuvre pour assurer le succès de la transition.
- **Mutualiser les ressources pour rendre l'expertise accessible aux PME** – Dans le contexte de la pénurie de la main d'œuvre et des moyens limités au sein de chaque entreprise, la mutualisation des ressources est une avenue prometteuse pour permettre à un grand nombre de PME de réaliser leurs inventaires des GES (initial et récurrents), se doter d'un plan d'action et le mettre en œuvre, notamment dans les régions moins bien desservies par des experts. Le grand nombre d'entreprises à soutenir sur le terrain justifie l'ajout de nouvelles ressources qui travailleraient en complémentarité avec celles déjà établies avant la période de transition actuelle. En ce sens, la réalisation d'un projet pilote d'un Carrefour d'économie sobre en carbone dans une localité ou une région où le niveau d'intérêt, les besoins et les objectifs de développement économique régionaux concordent est à considérer, si un organisme local se montre intéressé. Les apprentissages en découlant permettront de mieux cerner la pertinence de l'approche et documenter les synergies et complémentarités avec les ressources existantes.
- **Favoriser l'accès aux données et à des outils adaptés et exploitables par les PME** – L'accès aux données comparatives a été identifié comme un besoin par des PME participantes aux

tables rondes. En complément, l'identification et le développement de meilleures pratiques et d'outils exploitables doivent être valorisés afin que l'accompagnement offert mène à la mise en œuvre d'actions climatiques générant un maximum de co-bénéfices pour la PME, sa chaîne de valeur et ses parties prenantes.

- **Rassembler l'offre de services dans une approche simplifiée, présentée d'une façon plus unifiée de la perspective des entreprises** – Les efforts du réseau des agents du Fonds Écoleader et de quelques organisations qui assument un rôle de leadership au niveau régional pour identifier les services offerts doivent être poursuivis pour faciliter l'accès aux ressources les plus utiles, au moment opportun.
- **Établir des cibles intermédiaires et des trajectoires de transition plausibles** – L'action climatique des entreprises sur une base individuelle et collective serait stimulée par l'établissement et la communication de cibles intermédiaires à plus court terme, aux niveaux régionaux et sectoriels. La mobilisation des parties prenantes autour de l'identification de trajectoires de transition plausibles permettrait d'alimenter la réflexion tout en aidant chaque entreprise à mieux saisir les risques et les occasions d'affaires qui se dessinent dans les secteurs et les régions où elle opère. Il serait utile que des cibles intermédiaires et des trajectoires de transition plausibles soient identifiées par le gouvernement du Québec afin de faciliter le travail d'appropriation par les instances régionales, les regroupements sectoriels et les entreprises.
- **Soutenir l'innovation durable, les « start-ups » et le positionnement de produits avec un avantage carbone sur les marchés locaux, nationaux et internationaux** – Les initiatives d'innovation durable et les « start-ups » doivent bénéficier d'un soutien accru pour faire émerger les nouvelles solutions adaptées à l'économie de l'avenir. La transition mondiale vers une économie sobre en carbone est une véritable occasion pour le Québec de diversifier ses partenariats commerciaux. Nous avons tout avantage à identifier les produits et procédés qui présentent un avantage carbone. Ceux-ci devraient non-seulement être privilégiés sur nos marchés locaux mais, dans le contexte actuel, ils présentent aussi un fort potentiel d'exportation vers le reste du Canada et à l'international. Chaque nouveau client pour des produits « verts » québécois devient une vitrine qui pourra attirer d'autres acheteurs, investisseurs et même du talent pour venir tirer avantage de l'expertise québécoise dans ce domaine de plus en plus convoité. Le gouvernement devrait aussi montrer l'exemple en se faisant le premier acheteur de ces produits et services dans toutes les catégories et en devenant ainsi une vitrine pour les PME du Québec alignées sur une trajectoire de transition compatible avec un avenir sobre en carbone, plus équitable, prospère et durable.
- **Accroître le soutien financier à la mission des associations et organismes** – Plutôt que de les cantonner dans une approche de financement orientée vers la réalisation de projets ponctuels avec des résultats à court terme, il serait utile de revenir à un mode de financement des organismes en fonction de leur raison d'être et de leur mission. Les modes de financement actuels,

combiné à la croissance exponentielle des besoins, crée un climat de compétition entre les organismes plutôt qu'une saine « coopération », qui aurait plus de potentiel de générer des bénéfices mutuels et collectifs sur le long terme.

- **Refaire l'Enquête de l'IsQ sur les pratiques écoresponsables des entreprises sur une base régulière tout au long de la prochaine décennie de transition** – Les informations issues de l'enquête publiée en septembre 2021 permettent un premier étalonnage. Plutôt que de la maintenir dans son statut « ponctuel » actuel, ce serait utile de prévoir la refaire sur une base régulière. En plus, il serait utile d'y ajouter des questions plus précises pour évaluer la proportion d'entreprises québécoises qui se placent sur une trajectoire de transition compatible avec un réchauffement climatique bien en-deçà de 2°C. Cette information permettrait aussi de fournir une évaluation de la proportion de la main d'œuvre qui se retrouve dans des secteurs d'activité plus à risque.
- **Explorer la pertinence d'établir des carrefours d'économie sobre en carbone, selon l'intérêt et les besoins locaux et régionaux** – Comme c'est le cas ailleurs au pays, les porteurs de projets seront des organisations actives au sein des communautés visées. Les régions propices se reconnaîtront par la volonté des entreprises de passer à l'action, l'accessibilité limitée à l'expertise requise sur le territoire donné ainsi que les objectifs de développement économique établis par les instances régionales.

Les carrefours établis par Économie verte Canada ailleurs au pays constituent un modèle intéressant qui, en soi, pourrait répondre à de nombreux besoins exprimés lors des tables rondes consultatives du Québec. Cependant, l'adéquation entre les besoins exprimés et cette offre de service ne signifie pas automatiquement que l'établissement de carrefours soit la solution à privilégier à tous les niveaux.

Le modèle proposé par Économie verte Canada prévoit que les services offerts soient adaptés et complémentaires aux ressources existantes au niveau local et régional. En ce sens, selon les services disponibles et le nombre d'entreprises sur le territoire, l'établissement de carrefours pourrait s'avérer une solution pertinente pour soutenir les PME et favoriser la collaboration nécessaire à la transition. À cet effet, les principaux aspects inspirants qui ont été relevés au sujet des carrefours sont les suivants :

- **Service d'accompagnement en mode dédié/partagé avec une expertise ciblée sur l'action climatique et la transition** – La mise en commun d'une ressource mutualisée permet à plusieurs entreprises et PME d'une même région de partager les coûts ce qui leur donne accès à l'expertise pertinente à la transition. Les experts des carrefours soutiennent les entreprises pour réaliser leurs inventaires des GES (initial et récurrents), établir des cibles de réduction fondées sur la science et mettre en œuvre des plans d'action qui visent l'atténuation des GES et l'offre de produits et services sobres en carbone.
- **Mesures simplifiées et divulgation adaptée aux PME** – Les outils simplifiés de mesure et de reddition de compte des indicateurs extra-financiers favorise une divulgation publique des sources d'émissions significatives, des cibles, des progrès

ainsi que le partage de données et l'étalonnage régional et sectoriel. Les informations ainsi partagées permettent aux PME de contribuer à un dialogue constructif avec leurs parties prenantes, les grands donneurs d'ordre et les investisseurs. Cette divulgation favorise aussi la collaboration avec les instances régionales et la mise en œuvre d'actions collectives.

- « **Guichet d'accès unique** » vers les experts, les ressources et les programmes de financement – Bien que cette offre de service de la part des carrefours ait suscité un intérêt, il a toutefois été noté que ce rôle est déjà assumé en grande partie par les agents du Fonds Écoleader, présents dans toutes les régions du Québec.
- **Célébrations et reconnaissance** – Le volet des célébrations, des soirées et programmes de reconnaissance associés aux carrefours ainsi que le partage d'histoires de succès a suscité un intérêt marqué.

Donc, selon le niveau d'accessibilité à l'expertise requise pour soutenir l'action climatique des entreprises, le nombre d'entreprises sur le territoire et les objectifs de développement

économique au niveau régional, l'établissement de carrefours pourrait s'avérer pertinent pour certaines régions du Québec. Un projet pilote serait un excellent moyen de valider la pertinence du modèle.

Toutefois, plusieurs intervenants ont émis des réserves quant à la pertinence d'établir un tel carrefour à l'échelle provinciale, comme c'est le cas au Nouveau-Brunswick. En effet, le modèle proposé présente d'important risques de duplication avec des services actuellement offerts. Par exemple, le Québec est la seule province au Canada qui compte sur un réseau comme celui des agents du Fonds Écoleader qui offre un soutien financier significatif et a déjà répertorié nombre d'experts et de programmes de financement complémentaires. En ce sens, le réseau des agents du Fonds Écoleader est un atout sur lequel les régions peuvent s'appuyer.

À la suite de ces consultations, le dialogue se poursuit entre les intervenants qui souhaitent contribuer activement à l'accélération de la transition vers une économie sobre en carbone afin que la mise en œuvre de nouvelles initiatives contribue à favoriser les synergies et soit à valeur ajoutée, tant pour les PME que pour l'écosystème d'affaires en général.

Principaux constats

- **Les PME ne se préparent pas activement à faire face à l'accélération de la transition vers une économie sobre en carbone** – Très peu ont réalisé un inventaire de leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) et connaissent leurs sources d'émissions significatives. La très grande majorité d'entre-elles ne sont pas outillées pour évaluer leurs risques climatiques et se saisir des nouvelles occasions d'affaires qui émergent.
- **Le manque de connaissances et d'outils adaptés à leur contexte, la pénurie de main d'œuvre, le contexte de la relance post-pandémie et l'absence de contraintes réglementaires sont les principaux freins à l'action climatique des PME** – Les PME et les intervenants économiques qui les accompagnent manquent de connaissances et d'outils exploitables pour assurer la mise en œuvre d'actions climatiques et intégrer les enjeux en lien avec la transition dans leur stratégie et leurs décisions d'affaires. La pression engendrée par la pénurie de main d'œuvre combinée à l'absence de contraintes réglementaires font en sorte que les PME opèrent dans un environnement qui n'incite pas le passage à l'action.
- **Les cibles gouvernementales établies sur un horizon à long terme (2030-2050) sont difficiles à traduire en objectifs à court terme, à l'échelle d'une PME** – Les PME n'établissent généralement pas de cibles de réductions. Elles ne savent pas si les chaînes de valeur dont elles font partie sont alignées sur une trajectoire de transition compatible avec un réchauffement climatique bien en-deçà de 2°C, ni quelles actions mettre en œuvre pour ce faire.
- **L'écosystème d'affaires est caractérisé par de nombreuses dualités et d'occasions de renforcer les synergies et la cohésion, notamment pour mieux faire face collectivement à la transition qui s'accélère** – L'offre de services actuelle s'adresse principalement aux grandes entreprises et est la résultante de nombreuses années d'engagement de la part d'un grand nombre d'organismes, d'experts et de consultants qui opèrent de façon plus ou moins indépendante les uns des autres, avec chacun leur vocabulaire et leurs critères. Même si les leaders intéressés ne manquent pas, en théorie, de portes auxquelles cogner, il s'avère complexe pour eux d'accéder à des ressources adaptées aux besoins des PME, au moment opportun.

À propos de nous

QUÉBEC NET POSITIF

À propos de Québec Net Positif

Québec Net Positif est un laboratoire d'idées indépendant à but non lucratif dont la raison d'être est d'accélérer la transition de l'économie québécoise vers un avenir sobre en carbone et « net positif ». Sa mission est de sensibiliser, outiller et mobiliser les entreprises pour les aider à aller au-delà de l'atténuation des risques et activer leur plein potentiel de création d'impacts positifs sur la société et l'environnement.

www.quebecnetpositif.ca



À propos d'Économie verte Canada

Économie verte Canada est un organisme à but non lucratif national dont la mission est d'accélérer la transition du Canada vers un avenir net zéro qui soit inclusif et dynamique. Avec la puissance d'un réseau national réunissant plus de 300 entreprises au sein de neuf Carrefours d'économie sobre en carbone, Économie verte Canada œuvre à améliorer les affaires, ensemble !

www.greeneconomycanada.ca

Bibliographie

Champagne St-Arnaud, V., Alexandre, M., Ducharme, M.-È., Lalloz, C., Poitras, P. et Daignault, P. (2020). Baromètre de l'action climatique 2020 : disposition des Québécois et des Québécoises envers les défis climatiques, Québec, Laboratoire de l'action climatique, collaboration entre Unpointcinq et une équipe de recherche de l'Université Laval.

Côté Jean-Guy; Simon Langlois-Bertrand, et Marie-Josée Privyk. Le Québec sobre en carbone : des débouchés pour les entreprises du Québec, Montréal, Institut du Québec, 2018.

Côté, Jean-Guy, et Simon Langlois-Bertrand. Le Québec sobre en carbone : l'avantage économique, Montréal, Institut du Québec, 2018.

Groupe consultatif pour la carboneutralité du Canada. (2021). Trajectoires vers la carboneutralité : Observations initiales 2021 juin, [En ligne], [https://gcpc2050.ca/23379/widgets/95639/documents/59945]

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2020). « Les entreprises québécoises de moins de 5 employés. Portrait et contribution à la dynamique des entreprises et de l'emploi », Science, technologie et innovation, [En ligne], no 1, juillet, L'Institut, p. 1-28. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/science-technologie-innovation/bulletins/sti-202007-1.pdf].

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2021). Enquête sur le développement durable, les pratiques écoresponsables et les technologies propres – Rapport d'enquête. Édition 2021, [En ligne], Québec, L'Institut, 108 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/rapport-enquete-developpement-durable-pratiques-ecoresponsables-technologies-propres-2021.pdf].

Institut du Québec. (2018, novembre). SOBRE EN CARBONE : pour la croissance économique du Québec. https://c615bdd6-0334-4493-a0e7-ea86128197c5.filesusr.com/ugd/87ec6c_228aa7352fd148a6b4c32cc15d60236e.pdf

IPCC, 2021 : Climate Change 2021 : The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, A. Pirani, S.L. Connors, C. Péan, S. Berger, N. Caud, Y. Chen, L. Goldfarb, M.I. Gomis, M. Huang, K. Leitzell, E. Lonnoy, J.B.R. Matthews, T.K. Maycock, T. Waterfield, O. Yelekçi, R. Yu, and B. Zhou (eds.)]. Cambridge University Press. In Press.

Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (Éd.). (2020). Plan pour une économie verte 2030 - Politique-cadre d'électrification et de lutte contre les changements climatiques. Québec : (s.n.). Repéré à https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/4304930

Pineau, P.-O., Gauthier, P., Whitmore, J., Normandin, D., Beaudoin, L. et Beaulieu, J. Portrait et pistes de réduction des émissions industrielles de gaz à effet de serre au Québec : Volet 1 - Projet de recherche sur le potentiel de l'économie circulaire sur la réduction de gaz à effet de serre des émetteurs industriels québécois, Chaire de gestion du secteur de l'énergie, HEC Montréal, 2019.

Québec (Province) Ministère des finances et de l'économie auteur organisme de Publication. (2021). Portrait économique des régions du Québec, (Édition 2013-). https://cap.banq.qc.ca/notice?id=p%3A%3Ausmarcdef_0005378491&Lang=FRE

SAMSON, Rachel, Jonathan ARNOLD, Weseem AHMED et Dale BEUGIN. 2021. Ça passe ou ça casse : Transformer l'économie canadienne pour un monde sobre en carbone. Institut canadien pour des choix climatiques.

Webster, A. et coll. (2021). Le Québec carboneutre. Une contribution essentielle pour le futur, [En ligne], Comité consultatif sur les changements climatiques, [https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/environnement/publications-adm/organismes-lies/comite-consultatif-changements-climatiques/quebec-carboneutre-contribution-essentielle-futur.pdf?1638196079]

Annexe-1 : Liste des participants à chacune des tables

MONTÉRÉGIE

Date : 29 septembre 2021 13:00- 15:00

Liste des participants à la table ronde et/ou aux rencontres individuelles

Organisation	Prénom	Nom	Titre
Agriconseils	Isabelle	Duquette	Directrice
Centre de Transfert technologique en Écologie Industrielle (CTTÉI)	Claude	M-Picard	Directrice générale
Comité 21	Lorraine	Simard	Présidente, conseillère sénior environnement et leadership sociétal
CRE Montérégie	Benoît	Péran	Directeur adjoint
Créneau d'Excellence Transform-Action	Johanne	Tanguay	Directeur de créneau
Dana TM4	Désirée	Tremblay	Gestionnaire R&D collaboratifs et subventions
Développement économique de l'agglomération de Longueuil (DEL)	Guy	Gervais	Directeur principal
Éco Entreprises Québec (EEQ)	Rafael	Gendron	Directeur régional - Montérégie
Ecolopharm	Sandrine	Milante	Présidente-directrice générale
Énergir	Yvan	Martin	Conseiller, Affaires municipales
EVOL (FEMMESSOR)	Patrick	Desmarais	Directeur régional - Montérégie
Fonds Écoleader / DEL	Jean-Jacques	Drieux	Agent du Fonds Écoleader
Fonds Écoleader / DEL	Jessy	Fournier	Agent du Fonds Écoleader et Conseiller, Pratiques d'affaires écoresponsable et technologies propres
Glencore	Liana	Centomo	Senior technical specialist
Hydro-Quebec	Marc-Andre	Lachance	Délégué commercial - clientèle d'affaires
IQ-CRIQ	Audrey	Bonin	Conseillère Industrielle
IVÉO	Benoît	Balmana	Directeur général
Le Quartier des affaires	Julie-Anne	Marceau	Coordonnatrice à l'animation et au milieu des affaires
Letenda	Nicolas	Letendre	Président
MISB-AAFC	Laila	Smith	Senior Industry Development Officer
Montérégie Économique	Josée	Plamondon	Directrice générale
Rio Tinto Fer et Titane	Sarah-Lee	Fortin	Conseillère projet stratégique
Solutions Will	Martin	Clermont	Président
Université de Sherbrooke	Jean	Cadieux	Professeur
Ville de Boucherville	Anne	Barabé	Conseillère municipale
Ville de Contrecoeur	Nicklaus	Davey	DGA
W.R. Grace & Co.	Geneviève	Fortier	Présidente

Annexe-1

MONTRÉAL

Date : 21 septembre 2021 09:00-11:00

Liste des participants à la table ronde et/ou aux rencontres individuelles

Organisation	Prénom	Nom	Titre
Association des sociétés de développement commercial de Montréal	Caroline	Tessier	Directrice générale
Blanc de gris	Dominique	Lynch-Gauthier	Cofondatrice
Carbon Consult Group	Pascal	Genevieve	Directeur général
Chemin de transition	Mélanie	Mc Donald	Responsable du projet Chemin de transition à université de Montréal
COESIO	Charles	Duchesne	Directeur principal
Cook it	Jeff	Tétreault	Coordonnateur au développement durable
	Julia	Tremblay	Coordonnatrice au développement durable
Conseil patronal en environnement du Québec (CPEQ)	Olivier	Dulude	Coordonnateur aux affaires publiques et législatives
Éco Entreprises Québec (ÉEQ)	Genevieve	Dionne	Directrice écoconception et économie circulaire
Écotech Québec	Audrey	Somé	Directrice - Innovation
Ellio	Sandra	Arce	Consultante en développement durable
Énergir	Maryse	Lemay	Chef de service, développement durable et engagement communautaire
	Alexandra	Robidas	Coordonnatrice, communications et engagement communautaire
Finance Montréal	Pauline	Barraque-Bigot	Conseillère, Initiatives stratégiques
Fondation La collecte	Robert	Ladouceur	Directeur, développement projets et marchés
Fonds Écoleader	Félix	Garcès	Agent du Fonds Écoleader
HEC Montréal	Nadia	Ponce Morales	Coordonnatrice développement durable et chargée de cours
Insertech	Marie-France	Bellemare	Directrice générale
JCCM et Partenariat Climat Montréal	Camille-Charlotte	Gilbert-Lapointe	JCCM et Groupe de travail Entreprises du Partenariat Climat Montréal
Le Groupe Maurice	Marc	Ouimet	Vice-président adjoint
Lisi aéronautique	Michaël	Peralta	Gestionnaire, Santé, sécurité et environnement
Maison du développement durable (MDD)	Jacques	Blanchet	Conseiller principal en responsabilité sociale
Partenariat Climat MTL	Mélanie	Le Berre	Directrice générale
PME MTL Est-de-l'Île	Melissa	Stoia	Directrice, Développement durable et économie circulaire
Réseau Environnement	Charles	Leclerc	Coordonnateur du secteur Air, Changements climatiques et Énergie
Second Muse	Sylvain	Carle	Directeur principal
Still Good Foods	Jonathan	Rodrigue	Co-fondateur et CEO
TOHU	Pablo	Maneyrol	Directeur, Affaires institutionnelles
Umalia	Lucie	Bourgeois	Présidente fondatrice
	Natacha	Beauchesne	Commissaire au développement économique
Ville de Montréal	Irène	Cloutier	Conseillère, Bureau de la transition écologique
	Sandrine	Gilbert-Blanchard	Commissaire au développement économique - innovation

Annexe-1

OUTAOUAIS

Date : 23 septembre 2021 13:00-15:00

Liste des participants à la table ronde et/ou aux rencontres individuelles

Organisation	Prénom	Nom	Titre
À la dérive + Rack à Bécik	Sophie	Dorion-Boisvert	Cofondatrice et présidente
Carrefour Jeunesse Emploi de l'Outaouais	Josée	Cousineau	Directrice des opérations
CDR Outaouais-Laurentides	Vincent	Roy	Conseiller au développement
Connexité / CILEX	Trévor	Poirier	Chef de projet
	Benoît	Delage	Directeur général
CREDDO	Frédéric	Girard	Agent du Fonds Écoleader
	Maude	St-Onge	Coordonnatrice de projets d'économie verte
Desjardins Entreprises - Outaouais	Martin	Richer	Directeur général
Espace-O	Geneviève	Ouimet	Coordonnatrice de l'Espace-O
Evolugen	Anne	Boily	Conseillère, Communications et Marketing
Évolugen	Rémi	Moreau	Vice-président, Affaires publiques et développement durable
Flirt Kombucha	Alexy	Lavigne-McPhee	Directeur général
Gagné en Santé	Nicolas	Gagné	Directeur
Gazifère	Benoit	Gratton	Directeur Finances, Réglementation et nouvelles initiatives
Horti-Cité	Yannick	Robert	Cofondateur et codirecteur opérations
ID Gatineau	Chakib	Ahmimed	Conseiller en développement d'entreprises et à l'accueil
Institut innovation Gatineau	Janie	Boivin	Chargée de projets
Marché de l'Outaouais + Table agroalimentaire de l'Outaouais	Audrey	Demars	Directrice
MOBI-O CGD Gatineau	Patrick	Robert-Meunier	Directeur général
Relance Papineau (Chambre de commerce) vallée de la Petite-Nation	Lynda	Breton	Gestionnaire de projets
SADC Papineau-Collines	Moez	Jouini	Conseiller en développement durable
	Tracy	Francoeur	Conseillère aux entreprises
SADC Pontiac	Brittany	Morin	Conseillère aux entreprises, communication et commercialisation
	Gilliane	Cyr	Conseillère, service aux entreprises touristiques
Tourisme Outaouais	Gilliane	Cyr	Conseillère, service aux entreprises touristiques
Ville de Gatineau	Nicolas	Greugny	Coordonnateur de projet - Politique d'économie sociale

Annexe-1

Sagney Lac-Saint-Jean

Date : 14 septembre 2021 10:00-12:00

Liste des participants à la table ronde et/ou aux rencontres individuelles

Organisation	Prénom	Nom	Titre
Centre Québécois de Développement Durable (CQDD)	Pierre	Gagnon	Directeur général et conseiller stratégique
	Catherine	Dufour-Rannou	Conseillère en développement durable, coordonnatrice et animatrice d'Économie circulaire Saguenay-Lac-Saint-Jean
	Cornelia	Corovitchi	Agente du Fonds Écoleader
	Jean	Martel	Coach en développement durable
	Julie	Perron	Coordonnatrice des communications et conseillère au développement
CIDAL (corporation d'innovation et de développement Alma Lac-Saint-Jean)	Andrée	Pilote	Conseillère en développement économique
CLD Domaine du Roy	Annie	Fortin	Directrice générale
Créneau d'excellence AgroBoréal	Isabelle	Tremblay Rivard	Directrice générale
Créneau d'excellence Tourisme d'aventure et écotourisme	Gilles	Simard	Directeur
Créneau d'excellence Transformation de l'aluminium	Lilianne	Savard	Directrice
Développement économique Canada	France	Tremblay	Conseillère
ESSOR 02	Guillaume	Bouchard	Directeur général par intérim
Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD)	Amélie	St-Laurent Samuel	Directrice générale adjointe
Hub SLSJ	Shénil	Gravel	Coordonnatrice au développement de projets et à la mobilisation
MAPAQ	Peggy	Vézina	Directrice régionale adjointe
Ministère de l'Économie et de l'Innovation SLSJ/CN/NDQ	Jocelyn	Fortin	Conseiller en développement économique
MRC Fjord-du-Saguenay	Richard	Duguay	Coordonnateur du Service de développement économique
MRC Maria-Chapdelaine	Virginie	St-Pierre	Commissaire industriel
Rio Tinto	Emmanuel	Bergeron	Directeur développement économique
SADC du Fjord	Christine	Bouchard	Directrice générale
SADC du Haut-Saguenay	André	Boily	Directeur général
Services Québec	Marianne	Bolduc	Direction du marché du travail et des services spécialisés
Société de développement économique Innu (SDEI)	Caroline	Bouchard	Directrice générale
Société de la vallée de l'aluminium (SVA)	Vincent	Garbugli	Chargé de projet
Table agroalimentaire du Saguenay-Lac-Saint-Jean	Nancy	Ouellet	Directrice générale
Ville de Saguenay	Claude	Bouchard	
Autres participants	Nicolas	Simard	
	Marie	Tremblay	

Annexe-1

PROVINCIALE

Date : 16 septembre 2021 13:00-15:00

Liste des participants à la table ronde et/ou aux rencontres individuelles

Organisation	Prénom	Nom	Titre
2 Degrés (région de la Capitale-Nationale)	Alexandre	Guindon	Directeur général et co-fondateur
Accélérer 2030	Charles	Beaudry	Président et mobilisateur
BDC	Craig	Ryan	Directeur, Entrepreneuriat social
Centre Québécois de Développement Durable (CQDD)	Nicolas	Gagnon	Directeur général
CIRAIG, École polytechnique de Montréal	Sophie	Fallaha	Directrice exécutive
Conseil des entreprises en technologies environnementales du Québec (CETEQ)	Kevin	Morin	Directeur des affaires publiques
	Richard	Mimeau	Directeur général
Conseil des industries durables	Pierre	Fillion	Président et CEO
Conseil patronal de l'environnement du Québec (CPEQ)	Helene	Lauzon	Présidente-directrice générale
	Olivier	Dulude	Directeur adjoint des affaires publiques et législatives
Corporation de développement économique communautaire de Québec (CDEC) (Capitale-Nationale)	Isabelle	Gilbert	Directrice générale
Cycle Capital	Catherine	Bérubé	Vice-présidente, développement durable, relations avec les investisseurs et affaires publiques
DécodeESG / Desjardins	Rosalie	Vendette	Experte en finance durable
Desjardins	Gildas	Poissonnier	Directeur, Développement durable et finance responsable
Dunsky, Énergie et Climat	Jean-Philippe	Hardy	Consultant exécutif
Ecofuel et Cycle Momentum	Patrick	Gagné	Président-directeur général
Énergies et Industries au Groupe Tertio	Frédéric	Dumais	Rédacteur adjoint et directeur projets spéciaux, Magazine Ressources
	Catherine	Houde	Directrice, affaires publiques et engagement communautaire
	Philippe	Lanthier	Conseiller sénior, développement durable et changements climatiques
EnvironCompétences	Dominique	Dodier	Directrice générale
	Stéphanie	Trudelle	directrice de projets
Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)	Félix	Rhéaume	Directeur principal, communications et relations externes
	Philippe	noel	Vice-président affaires publiques et économiques
Fondation familiale Trottier	Flavie	Desgagné-Éthier	Directrice de programme en changements climatiques
Fonds d'action québécois en développement durable (FAQDD)	Nicolas	Girard	Directeur général
Fonds d'amorçage et Québec, Technologies du Développement Durable Canada (TDDC)	Anne	Desgagniers	Responsable, Partenariats
Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL)	Mathilde	Butler	Chargée de projet en environnement

Annexe-1

PROVINCIALE (suite)

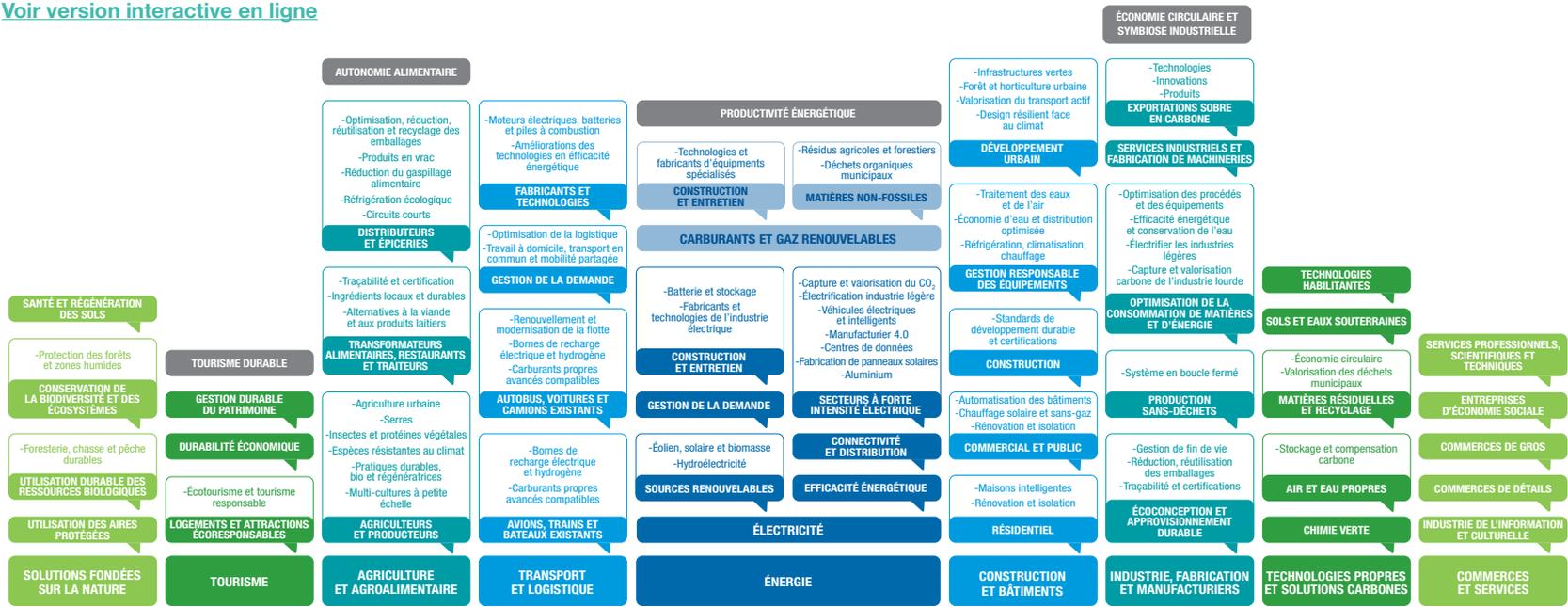
Date : 16 septembre 2021 13:00-15:00

Liste des participants à la table ronde et/ou aux rencontres individuelles

Organisation	Prénom	Nom	Titre
Investissement Québec	Geneviève	Labrie-Beaudoin	Conseillère principale, Initiatives stratégiques
Maibec	Francois	Tardif	Président du conseil
Maillon Vert	Marc-André	Mailhot	Président fondateur
Mangrove Mtl, Regroupement des écosystèmes canadiens (REC)	Amélie	Arès	Lead
	Andréanne	Dubé-Bernier	Conseillère en développement durable
Ministère de l'environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC)	Denis	Boutin	Coordonnateur en atténuation, Direction de la prospective climatique et de l'adaptation / Bureau d'électrification et de changements climatiques (BECC)
Polytechnique	Hélène	Olland	Responsable, Parcours entrepreneurial en technologies propres
RECYC-QUÉBEC	Sophie	Langlois-Blouin	Vice-présidente - Performance des opérations
Réseau des femmes en environnement	Caroline	Voyer	Directrice générale
Réseau environnement	Christiane	Pelchat	PDG réseau environnement
SOFIAC	Michel	Méthot	Directeur général
Union des municipalités du Québec (UMQ)	Geneviève	David Watson	Conseillère aux politiques - Environnement, changements climatiques et développement durable

Annexe-2 : Cartographie de l'écosystème de l'économie sobre en carbone au Québec

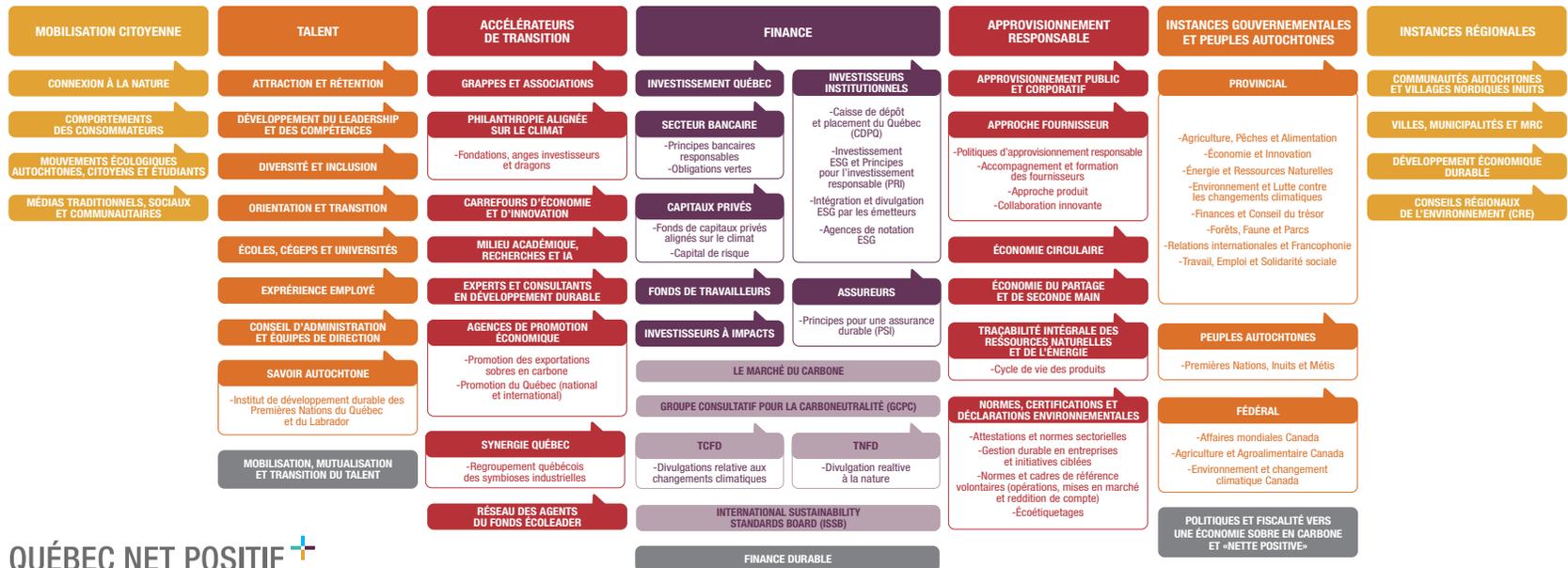
Voir version interactive en ligne



[SECTEURS PORTEURS]

ÉCOSYSTÈME DE L'ÉCONOMIE SOBRE EN CARBONE AU QUÉBEC

[LEVIERS]



QUÉBEC NET POSITIF

Cette cartographie est la propriété de Québec Net Positif. Toute reproduction, intégrale ou partielle, est interdite, sauf consentement écrit préalable de Québec Net Positif. Mise à jour automne 2021. Contact : Anne-Josée Laquerre, M.Sc., ARP, ajslaquerre@quebecnetpositif.ca – www.quebecnetpositif.ca.